

P r nit  et diversité :
Stratégies des foyers en milieu rural au Mali

IER, IDS & IIED

Cette synthèse a été préparée par Thea Hilhorst et Camilla Toulmin. Elle repose sur les travaux de recherche effectués par Karen Brock et N'Golo Coulibaly dans le cadre du Programme de recherche sur les moyens d'existence et les modes de vie durables au Mali, mené par l'Institut d'Economie Rurale (IER, Mali), en collaboration avec l'Institut International pour l'Environnement et le Développement et *l'Institute of Development Studies* (IIED et IDS, UK). La méthodologie et les résultats de recherche détaillé de ce Programme ont été publiés sous le titre «Sustainable Rural Livelihoods in Mali ». Karen Brock et N'golo Coulibaly. 1999. IDS, Research Report 35. Pour de plus amples informations, veuillez contacter : Annette Sinclair, IDS, University of Sussex, Brighton BN1 9RE, R.U. Fax : + 44.1273.621202. Courriel : a.sinclair@ids.ac.uk

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
Les modes de vie durables en milieu rural	1
Les sites des études de cas	2
METHODOLOGIE	6
Classement des économies locales selon leur « durabilité »	6
LES SYSTEMES AGRICOLES	7
Zaradougou	7
Dalonguebougou	8
PRINCIPAUX EVENEMENTS ET HISTORIQUE DES INTERVENTIONS POLITIQUES	9
L'époque de l'administration française	9
De l'Indépendance à la III ^e République (1960-1991)	11
Depuis la III ^e République de 1991	13
LES INSTITUTIONS LOCALES	14
LA PRODUCTION AGRICOLE	16
Zaradougou	16
Dalonguebougou	17
LES ACTIVITES DE DIVERSIFICATION	21
Zaradougou	21
Dalonguebougou	24
Les femmes et la diversification	26
LES IMPLICATIONS POUR LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT	27
Le rôle des institutions locales	28
Le contrôle des institutions coutumières sur l'accès aux ressources naturelles	29
La décentralisation	29
La dépendance à l'égard des interventions extérieures	30
La migration	31
Recherche et vulgarisation agricole	32
La pauvreté	34
CONCLUSIONS SUR LA DURABILITE DES ECONOMIES LOCALES AU MALI	34
RÉFÉRENCES	38

ACRONYMES

AV	Association Villageoise
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
PPB	Pleuro-pneumonie bovine
CFA	Communauté Financière Africaine
CFDT	Compagnie Française pour le Développement des Textiles
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
IDS	Institute of Development Studies
IER	Institut d'Economie Rurale
IIED	International Institute for Environment and Development (Institut International pour l'Environnement et le Développement)
OPAM	Office des Produits Agricoles du Mali
PAS	Programme d'ajustement structurel
SYCOV	Syndicat des producteurs cotonniers et vivriers du Mali
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les communautés de Dalonguebougou et de Zaradougou qui ont consacré beaucoup de leur temps pour répondre à nos questions et qui nous ont chaleureusement accueillis et logés dans leurs villages. Un grand merci est aussi dû aux assistants de recherche : Aboubakar Bengaly, Sidiki Diarra et Sidi Yaya Maïga, ainsi que les équipes ESPGRN de Niono et de Sikasso.

INTRODUCTION

Le présent rapport résume les résultats de recherches sur les moyens d'existence et modes de vie durables en milieu rural, effectuées dans deux villages maliens en 1997 et 1998¹. Ces recherches s'inscrivent au sein d'un programme plus vaste mené par l'*Institute of Development Studies*, et financé par le DFID (Department for International Development). La présente synthèse s'ouvre sur une présentation du cadre de l'étude choisi pour l'analyse des données, avant de décrire la complexité des économies locales dans les deux villages étudiés, en mettant l'accent sur les différences entre les foyers² dont les modes de vie sont perçus comme durables et ceux ayant plus de difficultés à gagner leur vie. La deuxième partie du document examine la méthodologie appliquée dans ces recherches et la troisième se penche sur les systèmes agricoles des deux villages. Puis, une présentation générale de l'histoire récente du Mali montre comment celle-ci a influencé l'évolution de l'agriculture et des économies familiales en milieu rural. Les institutions locales, l'intensification agricole, la diversification des économies locales et les stratégies de migration sont ensuite examinées plus en détail. Enfin, le document examine les implications des résultats de ces recherches sur les politiques concernant la décentralisation, la migration, la recherche et vulgarisation agricole, et la pauvreté.

Les modes de vie durables en milieu rural

L'étude des « moyens d'existence et modes de vie durables³ » a pris une place de plus en plus importante dans le débat sur le développement rural, la réduction de la pauvreté et la gestion de l'environnement (Scoones, 1998). Les moyens d'existence et modes de vie sont ainsi définis :

« Les capacités, les ressources (y compris matérielles et sociales) et les activités nécessaires pour vivre. Les moyens d'existence et modes de vie (d'un groupe) sont durables lorsqu'ils peuvent à la fois surmonter les difficultés et les périodes de crise, et maintenir et améliorer les capacités et ressources du groupe - sans mettre en danger la pérennité des ressources naturelles » (ibid).

¹ Un rapport plus détaillé de l'étude est également disponible (Brock & Coulibaly, 1999).

² L'étude des économies familiales en milieu rural nécessite de choisir une unité sociale appropriée. Nous avons retenu le « foyer » comme unité d'analyse, c'est-à-dire un groupe de personnes qui vivent, mangent et conduisent une exploitation agricole ensemble. Cette entité est connue sous le terme bambara « *gwa* ». Il faut noter cependant que les foyers bambara et senoufo sont souvent des structures sociales larges et complexes, où certaines activités et ressources sont placées sous le contrôle de sous-groupes, de taille plus modeste, au sein du *gwa*.

³ Le terme « *livelihood* » n'ayant pas d'équivalent direct en français, nous avons choisi de le traduire par « moyens d'existence et modes de vie ». Par souci de simplification, nous utiliserons également, selon le contexte, « modes de vie », « économies locales » ou « économies familiales ».

Le fait d'analyser les économies locales permet de mieux comprendre les facteurs, institutions et processus qui contribuent à expliquer les différences de niveau de vie entre les foyers des zones rurales. En conséquence, cela permet de regrouper des approches plus sectorielles, qui ont tendance à se limiter à un seul aspect des économies locales, et d'acquérir une compréhension plus holistique des choix et des contraintes qui se présentent aux différents groupes.

L'analyse des économies familiales cherche à répondre, entre autres, aux questions suivantes :

- Qui peut établir un ensemble de moyens d'existence et modes de vie durables et qui ne le peut pas ?
- Quelles sont les ressources, institutions et stratégies qui contribuent à augmenter ou réduire les choix qui s'offrent aux foyers ?
- Quelles implications pratiques, opérationnelles et politiques découlent de cette approche ? (Scoones 1998)

Pour cela, l'analyse des économies locales et de leur durabilité examine au sein d'un cadre bien défini :

- le contexte général, les conditions et les tendances (y compris les facteurs agro-écologiques, la démographie, l'histoire, les conditions macro-économiques et les relations de pouvoir) ;
- la gamme de ressources disponibles pour vivre (terre et autres ressources naturelles, ressources financières – y compris l'accès au crédit, compétences humaines et capital social) ;
- les institutions et organisations qui ouvrent l'accès à diverses ressources (normes foncières coutumières, systèmes officiels de crédit, organisation sociale et familiale, mariage) ;
- les stratégies de survie (y compris migration, diversification et intensification agricole) ; et
- les conséquences de la combinaison de tous les facteurs ci-dessus, pour évaluer dans quelle mesure certains aspects particuliers des conditions d'existence ont été améliorés de façon durable (réduction de la pauvreté, amélioration de la sécurité alimentaire, plus grande souplesse du système agricole).

Les sites des études de cas

Pays enclavé, le Mali s'étend depuis le Sahara au nord, à la région cotonnière au sud. C'est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un revenu par habitant d'environ 250 \$ par an. On y trouve essentiellement trois systèmes agricoles : la culture cotonnière au sud du pays, la riziculture principalement sur les terres de l'Office du Niger, et les cultures pluviales de mil et de sorgho. L'élevage joue un

rôle important dans chacun de ces systèmes : traction animale, fumier, lait, viande et « compte bancaire ». Le village de Zaradougou a été choisi pour représenter la région cotonnière du Mali-Sud, tandis que le village de Dalonguebougou représente la région de cultures pluviales. Le choix de Dalonguebougou comme site d'étude aura permis d'analyser les changements intervenus au cours des 18 dernières années, au vu des données provenant des recherches effectuées entre 1980 et 1982 (Toulmin, 1992).

Zaradougou est essentiellement habité par des paysans sénoufos, seuls deux foyers d'une autre ethnie se sont installés dans le village récemment. A Dalonguebougou, au contraire, on trouve quatre groupes différents : les Bambara du village, les Bambara migrants (qui sont basés au village pendant l'hivernage)⁴, ainsi que d'anciens éleveurs peuls et maures, aujourd'hui sédentarisés.

Les précipitations dans ces deux régions sont irrégulières et, d'après les paysans, en déclin. La pluviométrie annuelle moyenne est actuellement d'environ 1.000 mm à Zaradougou et de 500 mm à Dalonguebougou, concentrée pendant la courte saison des pluies. Les deux villages sont situés dans des régions de faible relief (entre 250 et 400 mètres d'altitude), où l'érosion éolienne est courante pendant la saison sèche, notamment à Dalonguebougou.

A Zaradougou, les pentes sont relativement douces mais les cultivateurs estiment que les eaux de ruissellement constituent un problème dans certains champs. Les sols en amont sont essentiellement composés de gravillons avec une couche latérique, et sont souvent peu profonds. La teneur en limon et en argile augmente avec le dénivelé et les « *bas-fonds* » sont argileux. Les paysans de Zaradougou reconnaissent huit types de sol selon leurs caractéristiques physiques et agricoles. Un même champ peut avoir toute une série de sols différents. Les foyers établis de longue date travaillent généralement les champs estimés les plus fertiles, tandis que les parcelles des derniers arrivés et des femmes ont tendance à se trouver sur des terres plus marginales. Cependant, chacun des foyers installés à Zaradougou cultive divers champs dans différents emplacements.

Dalonguebougou présente surtout des sols légers, composés de sable et de

⁴ Les Bambara migrants sont des cultivateurs issus des villages situés sur les rives du Canal du Sahel, qui mène l'eau du fleuve Niger aux rizières irriguées de l'Office du Niger, aux alentours de Niono et Sokolo. De nombreux petits oiseaux (*Quelea quelea*) ont fait leurs nids sur les berges de ce canal, ainsi que dans les parcelles de cane à sucre. Ces oiseaux causent d'énormes dégâts dans les champs de mil avant la récolte et les villageois ont dû chercher d'autres terres à cultiver loin du canal. S'ils ont commencé cette migration saisonnière depuis une vingtaine d'années, ce n'est que ces dix dernières années qu'ils sont venus chercher des terres aux alentours de Dalonguebougou. Pendant la saison des pluies de 1997, ils étaient 770 à venir s'installer sur les terres de Dalonguebougou, ce qui correspond à peu près à la population des Bambara du village. Aujourd'hui, le chef du village suggère aux familles de Bambara migrants qui viennent chercher des terres d'aller s'installer sur les terroirs des villages voisins.

gravillons. Sur le territoire du village, les agriculteurs relèvent différents sols, allant des sols gravillonnaires et des latérites incultivables à des sols plus arables composés d'argile et de sable. Ces derniers auraient produit de forts rendements lors de périodes ayant bénéficié de pluies abondantes et régulières, comme dans les années 1950 et au début des années 1960 alors que, maintenant, ce sont les sols sablonneux qui sont les plus recherchés. Ces préférences concordent avec les perceptions locales, à savoir que les précipitations ont décliné au cours des deux dernières décennies (Toulmin, 1992).

Huit puits et deux pompes manuelles approvisionnent les habitants de Zaradoukou en eau potable toute l'année, ainsi que les animaux pendant la saison sèche. Les habitants du village considèrent que leurs besoins en eau sont satisfaits. Le centre du village de Dalonguebougou est alimenté par cinq pompes manuelles à usage domestique. Les habitants basés dans les hameaux de culture doivent effectuer régulièrement des allers et retours (pouvant souvent faire jusqu'à 14 km) pour s'approvisionner en eau potable auprès de ces pompes. Les cinquante-six puits situés aux alentours du village appartiennent essentiellement à des propriétaires privés, c'est-à-dire à des foyers bambara du village qui en négocient l'accès pendant la saison sèche avec les autres usagers. Avant l'Indépendance, seul le chef du village avait le droit de faire creuser des puits sur le territoire de son village. Depuis la réforme législative de 1960, donnant droit à tous les Maliens d'exploiter librement la terre et l'eau, la plupart des foyers du village ont creusé un ou plusieurs puits. Les Bambara maintiennent cependant *de facto* un veto sur tout autre groupe désirant creuser un puits sur le territoire du village. Cette attitude est à la source de tensions aiguës, notamment entre les Bambara et les Maures, compte tenu de l'augmentation de la population et du nombre d'animaux.

Zaradoukou n'est qu'à 30 km de Sikasso - la capitale régionale - et proche de la route goudronnée allant de Bamako à Sikasso. Dalonguebougou est plus isolé, notamment pendant la saison des pluies. En effet, seule une piste étroite et sinueuse de 35 km permet d'accéder la route goudronnée reliant Niono à Ségou. Dans les deux villages, l'infrastructure sociale est limitée. Le centre médical le plus proche est, dans les deux cas, à plus de 25 km. Les habitants de Zaradoukou viennent juste d'inaugurer leur propre école dispensant quatre années d'enseignement primaire. Ils paient eux-mêmes les enseignants. Par contre, il n'y a pas d'école à Dalonguebougou, la plus proche étant celle d'un autre village à 25 km de là. En conséquence, aucun enfant n'est scolarisé, bien que, pendant plusieurs années, deux personnes ayant reçu une formation de base aient donné une série de cours d'alphabétisation.

Tableau 1. Caractéristiques des deux villages

	Zaradougou	Dalonguebougou
Emplacement	30 km au nord-ouest de Sikasso	60 km au nord de Ségou
Pluviométrie annuelle	900-1.100 mm (sub-humide)	400-600 mm (semi-aride)
No. de foyers	16	35 (Bambara du village)
Population totale	566	1.826 (Bambara du village ^(*))
Densité de population	30 personnes au km ²	11 personnes au km ²
Système agricole	coton-céréales/élevage	mil/élevage
Distance au grand marché le plus proche	A 30 km de Sikasso, marché quotidien (route goudronnée)	A 40 km de Dougabougou, marché hebdomadaire (par la piste)

(*) La population totale de Dalonguebougou, tous groupes confondus, est estimée à 1.826 habitants.

METHODOLOGIE

Les recherches ont été effectuées sur la base d'une grille d'analyse pour examiner les arrangements institutionnels donnant accès aux diverses ressources (naturelles, physiques, humaines, économiques et sociales) sur lesquelles reposent les économies familiales. Celles-ci ont été analysées, dans les deux villages, en fonction de trois paramètres essentiels : l'intensification agricole, la diversification économique et la migration (Scoones, 1998). Une forte perspective historique a mis en avant la nécessité de comprendre les économies locales dans un contexte de changement.

La méthodologie développée pour la collecte des données s'est appuyée sur diverses approches⁵. Le travail de terrain a débuté avec une enquête d'une semaine dans chacun des villages selon les méthodes RRA (*Rapid Rural Appraisal*) suivie de nombreux entretiens semi-structurés, collectifs ou individuels, sur des sujets d'intérêt spécifique. Les services de vulgarisation ont été consultés au niveau régional et local. Un recensement et d'autres enquêtes structurées ont été effectués dans les deux villages. Une série de photographies aériennes des deux sites, prises à des époques différentes, ont été réunies et analysées pour montrer l'évolution des changements dans l'occupation des sols. A Dalonguebougou, la superficie des champs d'un échantillon d'agriculteurs a été mesurée et la production de mil estimée. Des données régionales ont été enregistrées sur le climat, les prix et les populations concernées, tandis que des données historiques et socio-économiques étaient recueillies auprès de divers centres de documentation au Mali et ailleurs.

Classement des économies locales selon leur « durabilité »

Un des objectifs clés de ces recherches fut d'établir un classement selon la durabilité des économies locales (*Sustainability Ranking*) qui soit approprié aux sites étudiés. Ce classement s'est développé progressivement au cours de neuf mois de travail sur le terrain. D'abord, les facteurs indiquant la durabilité ont été discutés avec les communautés des deux villages qui identifièrent le « foyer » comme le point de départ de cette analyse. Les indicateurs de durabilité des économies familiales, sélectionnés par les populations de Dalonguebougou et de Zaradougou, sont remarquablement similaires dans les deux villages. A Dalonguebougou, *la gestion, la main-d'oeuvre et le bétail* sont les trois facteurs considérés les plus importants. La « gestion » concerne la manière dont le foyer est géré et les résultats des enquêtes montrent qu'une bonne gestion du travail et des ressources est le critère le plus important de durabilité. La « main-d'oeuvre » concerne la force de travail du foyer et intègre des caractéristiques telles que le

⁵ La méthodologie adoptée à Dalonguebougou est examinée plus en détail par Brock, 1999.

nombre, l'âge et la proportion d'hommes et de femmes. Le « bétail » est considéré en tant que bien et comme un « compte bancaire » qui les protège contre les risques de mauvaises récoltes et les périodes de crises. A Zaradougou, les critères sont *la gestion, les moyens et la structure*. La définition de la « gestion » est similaire à celle de Dalonguebougou. Les « moyens » concernent la propriété d'un ensemble de biens, y compris le matériel agricole et les animaux. La « structure » renvoie à la structure démographique du foyer et correspond à peu près à ce que l'on entend par « main-d'oeuvre » à Dalonguebougou.

Une fois ces critères définis, des entretiens plus informels ont été tenus avec une série d'interlocuteurs pour classer les foyers en fonction de ces indicateurs. Les deux assistants de recherche ont complété les informations ainsi obtenues, à l'appui de leurs expériences et connaissances acquises au cours des neuf mois passés dans les deux villages. Les foyers ont été répartis selon trois catégories par un processus très interactif fondé sur les opinions et les connaissances de nombreuses personnes.

Tableau 2 : Classement des foyers selon la durabilité de leurs modes de vie

Niveau de durabilité	Zaradougou	Dalonguebougou
Groupe 1 (important)	36%	21%
Groupe 2 (moyen)	30%	18%
Groupe 3 (faible)	34%	61%

La classification indiquée ci-dessus ne doit pas être considérée comme une comparaison stricte entre les deux villages puisqu'elle représente des perceptions relatives de durabilité au sein d'une même communauté. A Dalonguebougou, le nombre de foyers dont les modes de vie sont jugés peu durables est relativement élevé. Ceci s'explique, en grande partie, par le fait que plusieurs grands foyers ont récemment éclaté en unités familiales plus petites avec tous les risques et difficultés que cela comporte.

LES SYSTEMES AGRICOLES

Zaradougou

Le système agricole de Zaradougou s'appuie essentiellement sur la production de coton, de céréales et de fruits, et sur l'élevage. S'il est vrai que le maïs (*Zea mays*) constitue la principale culture vivrière, les foyers consacrent aussi beaucoup de leurs ressources à la production de coton (*Gossypium spp*), qui est cultivé en alternance avec des céréales. Des engrais organiques et minéraux sont

appliqués au coton, et les céréales bénéficient par la suite de leurs effets résiduels lors de la deuxième et troisième année de rotation. Dans certains cas, des engrais minéraux sont appliqués au maïs. Le sorgho (*Sorghum bicolor*) et le mil (*Pennisetum typhoides*) qui étaient les principales cultures vivrières autrefois, restent courants et sont souvent cultivés en conjonction avec une légumineuse telle que les haricots (*Vigna unguiculata*). Les arachides (*Arachis hypogaea*) sont surtout cultivées par les femmes sur leurs propres parcelles, à la fois pour la vente et pour leur consommation personnelle. Certains foyers ont de très petites parcelles de terre dans les bas-fonds, près de la rivière, où ils cultivent des légumes pendant les premiers mois de la saison sèche ; on y trouve également de petites plantations d'arbres fruitiers (manguiers et orangers). D'autres ont planté des vergers dans des champs consacrés auparavant à la culture de coton et de céréales.

Les animaux, notamment les ânes et les bœufs de labour, jouent un rôle central dans les économies familiales à Zaradougou. Le bétail est particulièrement apprécié pour la fumure qui permet de maintenir la fertilité des sols, sans compter l'aide au travail du sol qu'il apporte. Trois foyers ne possèdent pas de bœufs et doivent préparer le sol à la houe, mis à part les rares occasions où ils peuvent louer une charrue attelée. Les agriculteurs de Zaradougou parlent encore d'une épidémie de maladie pulmonaire, probablement un cas de pleuro-pneumonie bovine, qui a ravagé leurs troupeaux au milieu des années 1990, entraînant la perte de 50% à 70% du cheptel.

La densité démographique dans la région était estimée à 30 habitants au km² en 1996 (Bosma *et al.*, 1996). Il existe encore des terres arables (bien que relativement pauvres) sur le territoire du village, qui ne sont pas cultivées en dépit du fait que la plupart des foyers exploitent la plus grande surface possible en fonction de la main-d'oeuvre disponible. La persistance de terres incultes dans une région de plus en plus cultivée peut s'expliquer de plusieurs façons. La plupart des foyers ont des exploitations secondaires en Côte d'Ivoire qui nécessitent une grande proportion de leur main-d'oeuvre active. D'autre part, le village occupe un territoire relativement important et les autochtones sont parvenus jusqu'à présent à décourager les gens de l'extérieur de s'y installer.

Dalonguebougou

Le système agricole de Dalonguebougou s'appuie essentiellement sur la production de mil et l'élevage (bovins, ânes et petits ruminants). Bien que le mil soit la principale culture vivrière, la plupart des foyers produisent aussi un surplus leur permettant d'obtenir d'autres produits. Le mil, généralement intercalé avec des haricots, est cultivé dans des champs bien fumés aux alentours

du village où on ne pratique ni la rotation des cultures ni la jachère, et dans des champs de brousse peu ou pas fumés, cultivés en alternance avec des périodes de jachère de quelques années. Les arachides et les pois de terre (*Voandzeia subterranea*) sont les plus importantes des cultures secondaires.

Les animaux, un élément crucial du système agroécologique, fournissent lait, viande, fumier, force de traction, transport, statut, revenus, et une protection en cas de mauvaises récoltes. Les bovins constituent le type le plus courant de bétail. Posséder un gros cheptel est un signe de richesse mais l'accès (ou mieux encore, la possession) d'au moins deux bœufs de labour est une ressource déterminante pour la plupart des foyers. Le bétail est conduit en pâturage toute l'année sur le territoire du village, et n'est gardé dans des enclos qu'en cas de maladie, de gestation ou, dans le cas des bœufs de trait, pour un supplément alimentaire pendant la période des labours. Beaucoup de foyers précisent que leurs troupeaux ne se sont toujours pas remis d'une épidémie qui a décimé le cheptel au début des années 1990.

Les changements intervenus dans les populations humaines et animales ont eu un impact significatif sur la dynamique du système agricole. Bien que la densité de la population reste encore faible (environ 11/km²), elle a augmenté de façon significative depuis 1984, estimée alors à 7/km² par Cissé et Hiernaux (1984). Cet accroissement démographique est l'un des facteurs qui exerce une pression sur les institutions régulant l'accès à la terre et à l'eau. Les changements démographiques varient selon les différents groupes d'acteurs. La forte augmentation du nombre de Maures et de Bambara migrants peut s'expliquer par le nombre croissant de personnes à la recherche de terres à cultiver. Depuis 1981, les Bambara du village n'ont autorisé que deux petits foyers « allochtones » à s'installer définitivement et leur effet sur la démographie a été négligeable. Le nombre total de foyers est aussi resté largement stable dans la communauté peule.

PRINCIPAUX EVENEMENTS ET HISTORIQUE DES INTERVENTIONS POLITIQUES

L'époque de l'administration française

A la fin du XVII^e siècle, Dalonguebougou était un village fortifié aux confins du royaume bambara, basé à Ségou. Zaradougou a été fondé pendant le règne de Babema Traoré, le dernier roi de Sikasso avant l'arrivée des Français en 1898. Après la conquête et la « pacification » du pays, ces derniers consolidèrent leur emprise administrative sur le pays et apportèrent de grands changements. Ils imposèrent des taxes (introduisant ainsi progressivement mais fermement une économie de marché), le travail forcé, le service militaire et un système

juridique. Ils établirent aussi un système administratif qui plaçait les nouvelles autorités de *chef de canton* et de *chef de village* au-dessus des anciennes, pour la perception des impôts auprès de la population. On peut encore discerner l'écho de ces changements dans les structures contemporaines du pouvoir au niveau du village.

Le travail forcé et le service militaire éloignaient les hommes jeunes du village, souvent pendant la saison où leur main-d'œuvre était la plus nécessaire. Au cours des années 1930, les hommes jeunes commencèrent à chercher du travail au Sénégal et en Côte d'Ivoire afin de gagner l'argent nécessaire pour payer les impôts. Cette période de pénurie était en grande partie imputable à des récoltes extrêmement mauvaises tout au long des années 1930 et à des invasions répétées de criquets migratoires.

L'expérience coloniale a profondément transformé le Mali-Sud de sorte que l'agriculture, l'organisation du travail et l'économie locale étaient radicalement différentes lorsque les Français partirent, une soixantaine d'années plus tard. Au début du siècle, les économies rurales étaient centrées autour de la production agricole au sein de grands foyers de structure complexes. L'agriculture reposait sur la houe et la jachère. On produisait des céréales telles que le mil, le sorgho et le riz, et des variétés locales de coton étaient cultivées pour faire du tissu. L'élevage jouait un rôle important dans la structure et les institutions de la culture sénoufo (Diabaté, 1986) mais n'était pas activement intégré à l'agriculture.

La fin de la Première Guerre mondiale marqua le début d'une nouvelle étape pour l'économie coloniale, lorsque la France prit conscience de la nécessité de garantir l'approvisionnement de l'industrie cotonnière métropolitaine. C'est dans les années 1920 que le coton commença à être exporté et la politique agricole a, depuis lors, veillé à maintenir sa production. De 1920 à 1947, les Français forcèrent les paysans à cultiver le coton en exigeant qu'une partie des impôts soit acquittée en coton et imposèrent également l'exploitation d'un champ communal de coton (Rondeau, 1980). Le service de vulgarisation, institué en 1923, était principalement conçu pour «moderniser» la production cotonnière et imposer l'usage de la charrue. Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'usage obligatoire de la charrue fut aboli, ainsi que le travail forcé et la culture obligatoire du coton. On s'acheminait vers la fin de l'intervention directe de l'Etat dans la production agricole pour la remplacer par une structure paraétatique, établie en 1949 : la *Compagnie Française pour le Développement des Textiles* (CFDT).

A l'époque coloniale, les terres sur la rive gauche du fleuve Niger, comme à Dalonguebougou, étaient perçues comme ayant un faible potentiel agricole et n'étaient pas soumises à une intervention directe pour encourager la production de cultures de rente. Pourtant, les Français ont eu une incidence directe sur

l'agriculture à Dalonguebougou. Des Sociétés Indigènes de Prévoyance (SIP) furent établies dans tout le Soudan Français - y compris les régions arides - au cours de la première décennie de ce siècle pour servir de banques de semences (Crowder, 1976). Progressivement, les SIP allaient devenir des « coopératives » obligatoires qui administraient des banques de céréales (officiellement pour la population en cas de famine, mais réquisitionnées dès le début de la guerre pour nourrir les troupes). Puis, dans les années 1930, elles ont mis en place des systèmes de crédit pour permettre aux agriculteurs d'acquérir des charrues et des charrettes à bœufs (Toulmin, 1992). La fonction de banque céréalière des SIP causait un profond ressentiment et de nombreux agriculteurs ont dû contracter leur premier crédit agricole auprès de cette institution dont le passé montrait qu'elle n'était pas digne de confiance. A Dalonguebougou, les agriculteurs refusaient de prendre les crédits offerts pour l'acquisition de charrues ou de charrettes, et ce ne sera pas avant les années 1950 que les premières charrues, payées comptant grâce aux revenus de la migration et de la vente de bétail, apparaîtront dans le village (Toulmin, 1992 : 26).

De l'Indépendance à la III^e République (1960-1991)

L'Indépendance, acquise en 1960, allait instaurer le régime socialiste de Modibo Keïta, partisan d'un contrôle étatique du commerce et des entreprises publiques monopolistiques. En 1968, Moussa Traoré prit le pouvoir par un coup d'Etat qui marqua le début de 23 ans de régime militaire.

L'un des effets directs les plus immédiats de l'Indépendance en 1960 pour Dalonguebougou fut l'adoption d'une législation donnant à tous les Maliens libre accès à la terre et à l'eau. Bien que cela ne changea pas beaucoup le contrôle local *de facto* de la distribution des terres arables à Dalonguebougou, la plupart des foyers bambara du village passèrent outre l'ancien monopole du pouvoir détenu par le chef de village sur l'eau, et exercèrent leur droit de creuser des puits. Cependant, les Peuls et les Maures n'avaient pas vraiment les moyens d'exploiter leurs droits de la même façon. Ce changement législatif ne devait pas avoir de conséquences visibles à Zaradougou.

Sous le régime de Keïta (1960-68), les politiques économiques établirent un contrôle étatique sur la commercialisation et la distribution de certains produits agricoles, notamment le mil. De 1965 à 1982, l'*Office des Produits Agricoles du Mali* (OPAM) administra un système national de quotas pour l'achat de céréales dans chaque village à un prix déterminé juste après la récolte (Toulmin, 1992). Depuis 1982, cependant, les marchés céréaliers ont été progressivement libéralisés dans le cadre d'un ensemble de réformes économiques convenues avec le FMI, la Banque mondiale et les bailleurs de fonds bilatéraux. Ainsi, les années

1980 ont été témoin d'un changement de politique où l'interventionnisme de l'Etat a progressivement laissé place au développement d'une économie mixte.

A Dalonguebougou, ce processus de libéralisation a entraîné l'abandon des ventes de mil clandestines et l'abolition des ventes obligatoires des quotas à prix fixes, en faveur de la vente libre à des marchands itinérants qui achètent le grain en grandes quantités pour le commercialiser sur les marchés de Ségou, de Bamako et de la Mauritanie. Il a également permis une prise de conscience, au niveau du village, des fluctuations saisonnières et annuelles des prix du mil.

Le gouvernement malien est devenu l'actionnaire majoritaire du CFDT en 1974 et rebaptisa l'organisation paraétatique *la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles* (CMDT)³. Celle-ci devint progressivement responsable non seulement de la production du coton mais aussi des activités de développement rural plus générales dans le sud du Mali.

Le premier Programme d'Ajustement Structurel (PAS) du Mali débuta en 1984 et concernait avant tout la libéralisation sélective des marchés agricoles tout en maintenant le contrôle des importations de certaines cultures telles que le riz (INRA, 1991). L'ajustement structurel s'est accéléré en 1988, avec une plus grande priorité donnée à la réforme des structures paraétatiques et des institutions de l'Etat pour le développement rural. Le Ministère pour le Développement Rural et l'Environnement (MDRE) s'est graduellement restructuré et entreprit un processus de délégation de ses fonctions au niveau régional, processus toujours en cours. L'ajustement structurel a également entraîné la rationalisation et la réduction des services paraétatiques et gouvernementaux. Dalonguebougou étant relativement isolé, ces restructurations n'ont eu que peu d'incidences sur la vie quotidienne des paysans qui n'ont jamais eu beaucoup de contacts avec ces services. Ce fut différent à Zaradougou, sachant que les agriculteurs de la région dépendaient davantage et depuis plus longtemps des marchés et des activités de développement menées par la CMDT.

Tout au long des années 1980, une combinaison de facteurs politiques et économiques affecta la popularité de la CMDT aux yeux des producteurs de coton. Ceux-ci se plaignirent par exemple du manque de transparence dans la gestion de la CMDT qui voyait ses revenus chuter (Degnbol, 1996). Par ailleurs, un effet secondaire du deuxième Programme d'Ajustement Structurel de 1988 fut le transfert de l'administration du crédit agricole à la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA), une autre décision impopulaire chez les agriculteurs qui voyaient là une restriction à l'allocation de prêts.

Depuis la III^e République de 1991

Le gouvernement arrivé au pouvoir en 1991, après avoir renversé le régime militaire de Moussa Traoré et l'avoir remplacé par un président élu et des partis politiques, a continué le processus de libéralisation et de privatisation. Avec le rétablissement d'un système démocratique, après plus de deux décennies de parti unique et de gouvernement centraliste, la société civile a prospéré. Le gouvernement démocratiquement élu depuis 1992, sous la présidence de M. Alpha Konaré, a suivi en général une politique économique libérale, conforme aux demandes du FMI et de la Banque mondiale. Le gouvernement a entrepris des réformes économiques et politiques substantielles et attiré un intérêt considérable de la part des principaux organismes donateurs. Un processus de décentralisation administrative est en route et a abouti aux élections pour les Communes Rurales en mai et juin 1999. La décentralisation peut offrir de nombreuses possibilités pour la promotion du développement des communautés rurales et la promotion d'une gestion foncière plus efficace à travers les organisations locales. Parmi les changements importants en cours, on note la révision de la législation foncière et l'élaboration d'une charte pastorale.

Le changement de régime a également permis une ouverture sans précédent des discussions politiques entre les agriculteurs et la CMDT. Une série de doléances paysannes furent soumises à la CMDT en 1991, juste avant l'insurrection qui devait déposer le régime de Moussa Traoré. Au début, la CMDT ne réagit pas, ce qui fut la cause de sérieuses confrontations. Toutefois, en 1994, un syndicat agricole, le *Syndicat des Producteurs Cotonniers et Vivriers du Mali* (SYCOV) est devenu un partenaire actif de la CMDT et du gouvernement lors des négociations devant fixer les prix du coton⁶.

La dévaluation du franc CFA en janvier 1994, imposée par les institutions financières multilatérales, a été suivie par tous les Etats membres de l'UEMOA afin de restaurer leur balance commerciale. Les changements des conditions commerciales accordées au Mali sur les marchés mondiaux ont eu un impact considérable et généralisé dans le pays : le prix de nombreux produits de grande consommation a doublé d'un jour à l'autre, sans qu'aucune compensation sous forme d'augmentation de revenus ait eu le temps de se matérialiser. Le coût des engrais minéraux a doublé, et les apports ont chuté immédiatement après la dévaluation dans les exploitations de coton de Zaradougou. La situation s'est rétabli lentement les années suivantes à mesure que la dévaluation et les autres réformes ont relevé les prix payés aux producteurs de coton (Giraudy et Niang, 1996). La dévaluation a eu moins de conséquences à Dalonguebougou ; elle entraîna cependant, une brève ruée à l'investissement dans les biens d'équipement

⁶ Toutefois, la direction du SYCOV est perçue par beaucoup comme ayant, au moins en partie, été cooptée par la CMDT.

de la part des membres les plus aisés de la communauté, juste avant la dévaluation dont les gens du village avaient entendu parler à la radio.

Dans l'ensemble, pendant la période consécutive à la dévaluation, les revenus du coton semblent avoir augmenté, grâce aux cours favorables sur les marchés mondiaux, comme le montre la croissance considérable de la production cotonnière ces dernières années. Le Mali est devenu le deuxième producteur de coton en Afrique après l'Égypte. La dévaluation a également contribué à accroître les exportations de céréales, de légumes et de bétail dans les pays voisins, notamment la Côte d'Ivoire. En ce qui concerne le bétail, la forte croissance de la demande dans les États côtiers pour les animaux du Sahel s'explique par les effets conjugués des importations de viande dans la zone du franc CFA devenant plus chères et du consentement de la Commission Européenne de réduire le « *dumping* » de viande congelée à bas prix sur les marchés d'Afrique occidentale. Dans l'ensemble, la dévaluation du franc CFA a modifié les termes du commerce entre les zones urbaines et rurales, avantageant les agriculteurs et les éleveurs, aux dépens de ceux qui doivent acheter des denrées alimentaires, désormais à un prix plus élevé. L'impact sur les foyers pauvres des zones rurales du Mali dépendait ainsi de la quantité de nourriture qu'ils devaient acheter et de leur dépendance à l'égard d'un salaire pour leurs revenus.

LES INSTITUTIONS LOCALES

Les institutions locales sont les moyens par lesquels les populations accèdent aux différentes ressources nécessaires pour subvenir à leurs besoins. Dans les deux villages, la majorité de la population vit au sein de grands foyers de structures complexes comprenant souvent trois ou quatre générations d'hommes, avec femmes et enfants, où tous les membres du foyer cultivent la même terre et s'approvisionnent dans le même grenier. La taille moyenne d'un foyer va de 22 personnes à Dalonguebougou, à 30 à Zaradougou, les plus petits comptant deux ou trois personnes tandis que les plus grands en comprennent 70 ou plus. Dans les deux villages, le foyer est perçu comme l'institution la plus importante pour s'assurer des moyens et modes de vie durables. La structure du foyer et son organisation interne ont évolué dans chaque village pour tirer profit des opportunités offertes par le contexte politique et économique tant au niveau local que national et sous-régional.

A Zaradougou, la plupart des foyers cultivent une plantation de café ou de cacao en Côte d'Ivoire, en plus de leur exploitation au Mali. Le foyer constitue souvent une structure adaptée pour gérer ces entreprises agricoles très diverses et assurer les moyens d'existence de ses membres. Pourtant, pour certains, les tensions

créées par les conflits d'intérêt et de personnalité rendent impossible le maintien de la cohésion du foyer, ce qui aboutit à une fragmentation et une plus grande vulnérabilité. A Dalonguebougou, le foyer s'est révélé une structure institutionnelle remarquablement « résistante » pour gérer l'ensemble complexe des moyens d'existence et modes de vie de nombreuses personnes et assurer, dans la plupart des cas, leur sécurité alimentaire, y compris pendant les années de sécheresse⁷. Toutefois, certains foyers peuvent aussi se décomposer lorsqu'il n'est plus possible de gérer les demandes contradictoires des différents groupes d'un grand ensemble familial.

Dans les deux villages, les foyers d'un même groupe ethnique sont liés par des associations de groupes d'âge qui réunissent tous ceux qui passent de l'enfance à l'âge adulte en même temps, dans une relation d'entraide qui durera toute leur vie. Ces alliances horizontales sont plus fortes à Dalonguebougou qu'à Zaradougou, en partie à cause des différents modes de migration. A Dalonguebougou, la migration est généralement saisonnière et bien qu'elle apporte un revenu pour une durée non négligeable de la vie de la plupart des gens, la majorité des migrants retournent au village pendant la saison des pluies. A Zaradougou, où la durée moyenne passée sur les plantations en Côte d'Ivoire est de six ans, les associations de groupes d'âge ne sont plus aussi fortes.

On observe à Zaradougou des groupements différents, appelés *tons*, qui s'appuient sur les institutions traditionnelles de la culture sénoufo et s'articulent autour de relations différentes selon le lignage, l'origine locale et le sexe. Des groupements similaires existent aussi chez les Bambara à Dalonguebougou. Certains, comme l'association *La Jeunesse* à Zaradougou, sont une source de crédit pour les foyers en cas de difficultés socio-économiques, tandis que la principale activité du *ton* à Dalonguebougou consiste à organiser un grand festival pendant la saison sèche. Pendant la période précédant le changement de gouvernement en 1991, le *ton* aidait aussi à payer les amendes fréquemment imposées par le service forestier. Aujourd'hui, le *ton* constitue des fonds en louant la main-d'oeuvre de ses membres. Quiconque a besoin de bras supplémentaires peut louer une équipe de travail s'il en a les moyens. Des groupes plus petits se forment aussi pour des échanges réciproques de travail, par exemple lorsque des jeunes hommes de deux foyers différents s'entraident pour les travaux de désherbage. Les foyers de Zaradougou ont aussi établi cette institution dans leurs plantations de Côte d'Ivoire.

Zaradougou est un cas inhabituel en ce sens que la structure de l'autorité traditionnelle, la *chefferie*, a perdu beaucoup de son prestige, et l'organisation

⁷ Ces exemples maliens diffèrent des observations faites ailleurs en Afrique de l'Ouest, qui semble montrer une tendance vers des foyers plus petits, centrés autour de la cellule familiale de base. La désintégration des grandes structures familiales haoussas au Nigeria est attribuée à la difficulté grandissante qu'ont les chefs de famille de faire face aux responsabilités qu'ils assumaient traditionnellement à l'égard leurs membres (Hill, 1972 ; Solivetti, 1994).

interne la plus importante aux yeux du village est maintenant l'*Association villageoise*. La création d'associations villageoises (AV), dans les années 1970, était encouragée par la CMDT pour constituer une institution régissant les relations entre les producteurs de coton et les vulgarisateurs. L'AV de Zaradougou a été créée en 1985 et ses activités aujourd'hui sont principalement liées à la commercialisation du coton et à la diffusion de messages de vulgarisation ; elle sert aussi d'interlocuteur aux institutions extérieures au village. Elle est la seule organisation ayant accès à des fonds extérieurs provenant de la vente de coton auprès de la CMDT, et destinés à financer certains investissements dans le village. Toute intervention extérieure ayant une composante financière passe par l'AV. Comme beaucoup d'autres, l'AV de Zaradougou a connu des difficultés au niveau de la gestion financière : « des sommes non négligeables sont contrôlées par la direction de l'AV et la tentation d'abuser de cette influence est évidente » (Degnbol, 1997 :25). Dalonguebougou, au contraire, n'a jamais eu d'AV et, par conséquent, les institutions coutumières locales qui régissent les droits d'accès aux ressources et les systèmes d'entraide, ont conservé une position dominante dans ce village.

Les politiques locales dans les deux villages sont dominées par ceux qui peuvent retrouver la trace de leurs ancêtres parmi les premiers foyers à s'y être installés. Selon la tradition, les premiers occupants auraient fait un pacte avec les esprits de l'endroit : de bonnes récoltes en échange de sacrifices et de libations offerts régulièrement. L'importance, encore aujourd'hui, de la position de *chef de terre* tient à ce lien spirituel entre une communauté agricole et le monde des esprits. La position de *chef de village* est souvent tenue par une personne d'un autre lignage, chargée essentiellement des relations avec les autorités administratives et fiscales. A Zaradougou, où seuls deux petits foyers «allochtones » se sont installés et où certaines terres arables sont encore disponibles, le système coutumier d'accès à la terre, aux pâturages, à l'eau et aux ressources communes, fonctionne pratiquement sans problème. Dalonguebougou, au contraire, a vu le nombre de personnes cultivant les terres villageoises plus que doubler en vingt ans, du fait de l'immigration saisonnière et permanente. Les institutions coutumières régissant l'accès à la terre et à l'eau ont été mises en difficulté et le contrôle des Bambara sur l'accès à l'eau est de plus en plus contesté.

LA PRODUCTION AGRICOLE

Zaradougou

Chez les producteurs de coton de Zaradougou, l'agriculture a connu un processus d'intensification basé d'une part sur le crédit pour acquérir des intrants (engrais, pesticides et herbicides) afin de maintenir ou d'augmenter la productivité, et

d'autre part sur des méthodes d'intégration des cultures et du bétail pour restaurer et maintenir la fertilité des sols (fumure, force de traction et cultures fourragères). Les foyers dont les modes de vie sont considérés les plus durables peuvent se permettre de poursuivre ce modèle de production agricole fondé, en partie, sur la réussite de leurs plantations en Côte d'Ivoire et, en partie, sur la diversification de leurs activités (artisanat, petits commerces et transport). Les foyers dont les modes de vie sont considérés les moins durables n'ont généralement qu'un accès limité à certaines ressources et sont parfois endettés auprès de la CMDT. Ils ne peuvent donc pas intensifier leur production conformément aux recommandations faites par la recherche et la vulgarisation. Les économies de ces foyers ont tendance à être plus diversifiées en termes de sources de revenus mais ces activités relèvent généralement d'initiatives individuelles, nécessitent peu d'investissements financiers et dégagent de faibles bénéfices (vente de produits de cueillette, main-d'œuvre agricole).

En général, le rapport entre la superficie de coton cultivée et la main-d'œuvre disponible augmente à Zaradougou, une tendance que les agriculteurs confirment comme étant due à l'expansion de la production cotonnière. Les exceptions à cette tendance concernent surtout les foyers ayant des problèmes de gestion interne. L'augmentation de la surface cultivée peut être aussi attribuée à la croissance démographique et au sentiment d'insécurité foncière qui prévaut suite aux réformes politiques. L'occupation de terres incultes est devenue une stratégie « d'appropriation », comme l'illustre l'installation de foyers « allochtones » dans une zone contestée par un village voisin. Au niveau du foyer, l'accroissement de la taille des champs s'inscrit dans une stratégie visant à garantir aux futures générations l'accès à la terre.

La relation entre agriculture intensive et agriculture extensive est complexe à Zaradougou. Les agriculteurs décident d'investir en main-d'œuvre et en capital dans la production cotonnière et céréalière selon un certain nombre de facteurs qui dépendent de préoccupations d'ordre, à la fois micro-économique dans la gestion du foyer, mais aussi d'événements ou de conjoncture de portée plus large sur lesquels les agriculteurs n'ont aucun contrôle : le prix et la disponibilité des intrants, le prix du coton, les épidémies animales et la sécurité foncière en Côte d'Ivoire.

Dalonguebougou

A Dalonguebougou, on trouve un mélange complexe de sous-systèmes agricoles, chaque groupe d'acteurs poursuivant une série légèrement différente d'activités agro-pastorales. On observe plusieurs tendances dans l'intégration agriculture-élevage. Les agriculteurs ont augmenté leur production totale, et notamment celle de mil, afin de nourrir une population en expansion et de générer un surplus pour la vente. Ils y parviennent en accroissant la surface cultivée et en maintenant la

fertilité des sols grâce aux apports de fumier dans les champs où la jachère est impossible. De petites quantités d'engrais minéraux sont aussi appliquées par certains agriculteurs. Les éleveurs se sont mis aussi à cultiver des céréales pour accroître la durabilité de leurs modes de vie. Ainsi, on observe sur le territoire du village diverses stratégies, choisies en fonction des droits d'accès aux principales ressources de chaque groupe.

L'accès aux principaux outils de production - eau, terre, fumure et force de traction - est négocié par les différents groupes d'acteurs à travers une série d'arrangements institutionnels flexibles et multiples. On observe ainsi un système agricole constitué d'une variété de stratégies allant de la culture intensive de mil précoce dans les champs du village abondamment fumés, jusqu'à la culture de mil tardif dans des champs de brousse, en rotation avec des périodes de jachère de 4 ou 5 ans. Les foyers dont les modes de vie sont considérés durables ont soit un accès garanti à l'ensemble des ressources nécessaires au maintien de leur production agricole⁸, soit la possibilité d'échanger le capital dont ils disposent pour acquérir les facteurs de production dont ils ont besoin. Ainsi, le groupe le plus vulnérable du village, les agriculteurs nouvellement installés qui n'ont qu'un accès conditionnel à la terre, à l'eau et aux animaux de trait, ne possèdent que peu de biens matériels et de ressources à offrir en échange d'un accès mieux garanti.

Les Bambara autochtones constituent le seul groupe cultivant à la fois des champs au village et en brousse. Pour eux, l'intensification de l'agriculture peut se définir par l'interaction entre deux sous-systèmes utilisant les ressources d'une manière différente. Cette interaction a évolué au cours de ces vingt dernières années : moins de ressources sont consacrées à fumer les champs du village et la priorité est donnée aux investissements en capital et en main-d'œuvre dans les champs de brousse. Actuellement, on amende moins les champs du village qu'au début des années 1980 parce que les conditions négociées sous les contrats d'abreuvement ont changé. Les propriétaires de puits ont tendance maintenant à préférer l'accès aux bœufs de labour plutôt que le parcage du troupeau chaque nuit sur leurs champs. En effet, ils considèrent l'expansion des champs de brousse plus importante que l'intensification de la production dans les champs de village. Cette tendance résulte probablement des échos que les agriculteurs ont eus de la réforme foncière discutée à Bamako depuis quelques années. Les Bambara cherchent à démontrer une occupation des terres aussi large que possible afin d'en sécuriser l'accès pour leur famille à l'avenir. Ainsi, même les grands foyers avec plusieurs paires de bœufs et charrues continuent à investir dans d'autres bœufs par l'intermédiaire de prêts négociés auprès des éleveurs transhumants. Les foyers qui ont été touchés par les pertes d'animaux à la suite de maladies ont

⁸ Cela comprend souvent l'argent envoyé par les travailleurs saisonniers aux foyers pendant la saison sèche.

également pu agrandir leurs champs de brousse grâce aux échanges eau-traction animale. Etant donné que le fumier est moins abondant qu'auparavant, nombreux foyers ont commencé à employer de petites quantités d'engrais minéraux dans leurs champs de brousse.

Beaucoup de foyers pensent maintenant que la meilleure manière de maintenir ou d'augmenter les récoltes est de concentrer les investissements dans la culture des champs de brousse, bien que les raisons varient d'un foyer à l'autre. L'augmentation des rendements des champs de brousse résulte d'un apport supplémentaire de travail à l'hectare, tandis que la baisse des rendements dans les champs du village est due à la diminution de la fertilité sans qu'il y ait eu de changements notables dans le travail du sol. Cela semble indiquer que l'effort d'intensification dans les champs du village, basé sur l'amendement des sols depuis les années 1980, a fait progressivement place à un investissement considérable en main-d'œuvre dans les champs de brousse.

De nombreux foyers dont les modes de vie sont durables et qui ont plusieurs possibilités en termes de stratégies d'investissement, choisissent d'augmenter au maximum la surface cultivée en brousse pour agrandir leur exploitation, même si cela nécessite de louer un attelage de bœufs. Les foyers démunis en termes de capital humain et financier ont moins de possibilités pour changer leurs stratégies d'investissement de cette manière. La perte d'animaux pour cause de maladie et le développement d'un véritable marché pour la traction animale a rendu plus coûteuse l'expansion des champs de brousse : par exemple, sur la base des prix de l'année 1998, la location d'une paire de bœufs à l'époque des labours, deux ans de suite, coûtait autant que l'achat d'un seul bœuf. Les foyers n'ayant pas d'économies ou de sources régulières de revenus peuvent louer un attelage annuellement mais n'ont souvent pas l'argent nécessaire pour en acheter un directement. L'autre option consistant à accroître la fertilisation des champs du village nécessite un investissement en main-d'œuvre pendant la saison sèche, par exemple pour creuser ou approfondir un puits. Or, les petits foyers ou les foyers mal gérés n'ont pas nécessairement suffisamment de main-d'œuvre pour pouvoir à la fois s'investir dans la migration et dans l'exploitation agricole pendant la saison sèche, et sont donc contraints de choisir. Inviter un troupeau transhumant à fertiliser ses terres est désormais perçu comme un investissement de plus en plus risqué à cause des pénuries d'eau. Les foyers les plus précaires font donc face à de sérieuses difficultés lorsqu'ils veulent augmenter leur production agricole.

L'accès à l'eau et la modification des relations qui l'entourent sont déterminants pour comprendre les différentes méthodes d'intensification agricole. L'eau destinée à abreuver le bétail pendant la saison sèche est une ressource relativement rare et de plus en plus contestée. C'est en contrôlant l'accès aux points d'eau que les Bambara du village maintiennent leur pouvoir. En 1980-82,

les accords eau-fumier selon lesquels ces derniers échangeaient l'eau de leurs puits contre le fumier des troupeaux transhumants, constituaient la norme. Cette situation a notablement changé depuis. On observe de plus en plus de contrats eau-traction où l'eau est échangée contre la traction animale. Cette évolution peut être attribuée à la perte de bétail due aux épidémies et à l'expansion des champs de brousse pratiquée par les Bambara du village. Les Maures ne cachent pas qu'ils préfèrent les échanges eau-traction s'ils peuvent en trouver, car ils peuvent alors conduire leurs animaux plus loin à la recherche de bons pâturages pendant la saison sèche sans avoir à les ramener chaque soir pour fertiliser le champ du propriétaire du puits⁹. Cela signifie également que les Maures peuvent faire pâturer leurs troupeaux sur leurs propres terres. Beaucoup de foyers bambara ont constaté une dégradation de la fertilité de leurs champs sur le territoire du village suite à l'évolution des accords sur l'eau. Toutefois, de bonnes relations avec les éleveurs maures peuvent aider les agriculteurs bambara à maintenir la fertilité des champs du village, lorsque ceux-ci installent leur campement pendant un certain temps sur les terres des agriculteurs équipées d'un puits. Les amitiés entre les Bambara du village et les éleveurs maures, relativement fréquentes, sont aussi basées sur d'autres liens économiques ; par exemple, les Maures s'approvisionnent auprès des petits commerces et moulins des Bambara et souvent, échangent du bétail contre des céréales.

L'évolution des formes d'intégration agriculture-élevage a permis aux éleveurs de renforcer la durabilité de leurs moyens d'existence et modes de vie. Ils dépendent, en général, de plusieurs sources de revenus et l'agriculture contribue de plus en plus à subvenir aux besoins alimentaires des membres du foyer. Cette tendance est particulièrement notable chez les Maures ; elle l'est moins chez les Peuls. Des recherches complémentaires devraient préciser les changements intervenus dans la taille des troupeaux et les formes d'investissement dans les différentes activités.

D'une manière générale, l'intégration agriculture-élevage a augmenté la pérennité des économies familiales dans le village en renforçant les relations réciproques entre les groupes, tout en permettant aux gens de gagner leur vie grâce à leurs compétences spécifiques. Les Bambara transhumants sont les moins à même d'intégrer l'agriculture et l'élevage dans leurs activités de subsistance sachant qu'ils n'ont pas de solides droits d'accès aux terres arables, aux pâturages et aux points d'eau. Ils constituent le groupe le plus vulnérable sur le territoire du village. Toutefois, s'ils devaient parvenir à accéder à la terre et l'eau, ce serait au détriment d'autres utilisateurs et cela affecterait l'équilibre de l'écosystème. Par

⁹ Si un éleveur transhumant s'est engagé dans un contrat « eau-traction » plutôt que « eau-fumier », son troupeau n'est pas obligé de passer la nuit dans le champ de l'agriculteur où se trouve le puits, et peut donc s'éloigner du village ; ceci permet aux animaux de pâturer les parcours dès l'aube avant que la chaleur ne les force à se mettre à l'ombre dans la journée.

exemple, si les Bambara transhumants conduisaient leurs troupeaux sur les pâturages alentour de Dalonguebougou pendant la saison sèche, cela imposerait des pressions bien plus fortes sur l'eau et le couvert végétal, au détriment de tous. Cela pose donc une question importante : le mode de vie des groupes les plus pauvres et les plus marginalisés peut-il s'améliorer sans aller à l'encontre des intérêts des autres, ou sommes-nous dans une situation où personne ne peut gagner ?

LES ACTIVITES DE DIVERSIFICATION

Zaradougou

La diversification des économies familiales est une stratégie importante pour les foyers de Zaradougou. Bien que la plupart d'entre eux trouvent leur principale source de revenus dans la production de coton et de céréales, d'autres activités jouent aussi un rôle déterminant. Les plantations de café et de cacao en Côte d'Ivoire constituent la principale forme de diversification. Celles-ci ont un rôle socio-économique complexe à jouer dans les stratégies de subsistance et atténuent l'importance des risques de mauvaises récoltes au Mali. De plus, on observe une gamme variée d'activités, tant familiales qu'individuelles, qui produisent des revenus et contribuent à la durabilité des économies locales. Les activités de diversification peuvent être classées en fonction des personnes qui les mènent et du type de capital dont l'activité dépend. Pour tirer des conclusions sur le rôle que tient la diversification dans les économies familiales, il est essentiel de comprendre la structure complexe des foyers. L'impact de la diversification sur la durabilité dépend, en partie, de la manière dont les profits sont investis et dans quoi, ainsi que de l'apport fait par la personne menant l'activité en question. Le style de gestion et la structure du foyer contribuent à déterminer comment les revenus de la diversification s'intègrent aux autres stratégies.

Autrefois, la poursuite et l'acquisition de richesses étaient rares chez les particuliers et tous les revenus étaient versés dans la bourse collective du foyer. La poursuite individuelle d'activités génératrices de revenus est mal perçue, considérant que cela participe à affaiblir la cohésion du foyer. De nombreux chefs de foyer à Zaradougou expriment leur anxiété sur l'importance et la fréquence des activités «individuelles». Pour d'autres, cependant, notamment chez les hommes jeunes, la possibilité de gagner de l'argent par le biais d'activités individuelles permet de soulager leur frustration. Les chefs de foyer doivent chercher un équilibre entre les intérêts communs et les intérêts particuliers.

On a demandé aux chefs de foyer de classer les différentes sources de revenus du

foyer par ordre d'importance, pour l'année 1997-1998. La plupart des foyers des Groupes 1 et 2 (voir Tableau 2) placèrent le coton ou leur plantation en Côte d'Ivoire en première place. Le coton était moins important pour les foyers du Groupe 3 qui considéraient leur plantation ou leur verger comme leur source principale de revenus. Ainsi, des activités démarrées comme moyen de diversification étaient devenues la source principale de revenus dans les foyers qui n'étaient pas en mesure de financer les dépenses liées à la production cotonnière (deux foyers du Groupe 3 sont lourdement endettés auprès de la CMDT). Les deux foyers «allochtones» compensent leur manque d'accès aux vergers et aux plantations en adoptant une diversification plus poussée que la plupart des autres foyers du village, fondée sur le travail rémunéré et l'exploitation des ressources communes, comme la collecte de bois de feu. Ce type d'activités est facilité par la proximité de la route goudronnée allant à Sikasso.

A Zaradougou, le capital social est aussi important que le capital financier pour accéder aux ressources nécessaires aux activités de diversification telles que les vergers. Un foyer peut être relativement pauvre en termes financiers mais avoir accès, du fait de son passé, à des moyens de diversification que d'autres, dans une position sociale différente, n'ont pas. Il convient également de reconnaître que, si les foyers de la Classe C diversifient leurs revenus avec une gamme d'activités plus réduite que ceux de la Classe A, leurs activités de diversification forment une proportion plus importante de leurs revenus que chez leurs voisins mieux nantis.

Aucun lien n'est clairement apparu entre diversification et crédit. Seuls deux agriculteurs ont indiqué avoir eu recours à un crédit officiel, dans les deux cas pour acquérir un tracteur. Les habitants du village ont montré une réticence à discuter ouvertement du crédit non officiel. Le crédit et des modes de financement plus souples sont peut-être plus importants pour les foyers les plus vulnérables, comme ceux de la Classe C, qui manquent souvent des moyens nécessaires en main-d'œuvre et en capital pour rendre la culture cotonnière rentable.

La migration saisonnière, en particulier sur les plantations en Côte d'Ivoire, joue un rôle central dans les économies familiales à Zaradougou. Tous les foyers, à l'exception de trois, possèdent au moins une plantation en Côte d'Ivoire, essentiellement exploitées pour la production de café et de cacao à des fins commerciales. Une gamme de cultures secondaires y sont également cultivées telles que le maïs et le riz pour la consommation directe, mais aussi la banane, le plantain, le manioc, l'avocat, l'huile de palme, l'ananas et la noix de cola.

Le processus consistant à acquérir l'équivalent d'une deuxième exploitation dans un agrosystème différent commença au début des années 1950 et se poursuit

encore de nos jours. Le développement de la migration, de Zaradougou vers la Côte d'Ivoire, dépend en grande partie des réseaux de parenté et des possibilités offertes par la conjoncture économique. La première vague de migration vers la Côte d'Ivoire était de caractère saisonnier et concernait les hommes jeunes qui voyageaient pour gagner de l'argent en tant qu'ouvriers agricoles. Les années 1960 ont été marquées par une aggravation de la crise économique au Mali tandis que, à la même période, la Côte d'Ivoire connaissait une montée en flèche de ses exportations de café et de cacao, qui allait encourager davantage encore la migration, comme le firent plus tard les sécheresses des années 1970 et 1980.

La circulation entre les pays d'Afrique de l'Ouest est facilitée par un accord régional signé par tous les Etats membres de la CEDEAO, y compris le Mali et la Côte d'Ivoire, qui autorise le libre passage des personnes aux frontières avec une simple carte d'identité et un certificat de vaccination. De surcroît, la Côte d'Ivoire a une longue tradition d'accueil des travailleurs saisonniers qui remonte à l'essor économique des années 1960 et 1970 et à la pénurie de main-d'oeuvre sur place à la même époque. Elle fut encore renforcée par l'idéologie de l'ancien président ivoirien Houphouët-Boigny qui préconisait la libre circulation de tous les citoyens de la région ouest-africaine (Dozon, 1995 ; Winter, 1997) et permettait aux immigrés de voter. Toutefois, cet esprit d'hospitalité changea radicalement à la fin des années 1980 lorsque l'économie ivoirienne entra en récession et qu'un Programme d'Ajustement Structurel fut mis en place. Le décès du président, en 1993, fut rapidement suivi d'une modification de la loi qui limite désormais le droit de vote aux seuls Ivoiriens (Dozon, 1995). La migration vers la Côte d'Ivoire est devenue moins sûre que dans le passé (Winter, 1997) et le processus d'obtenir et de maintenir une plantation est de plus en plus risqué et coûteux.

Les plantations sont gérées en général par un membre respecté du foyer de Zaradougou, venu à l'origine vivre en Côte d'Ivoire pour quelques années, accompagné d'autres membres du foyer et d'au moins une femme pour les tâches domestiques. La relation entre le gérant de la plantation et le chef du foyer varie d'un cas à l'autre, et illustre comment les plantations peuvent renforcer ou affaiblir la cohésion des foyers. Gérer la migration à Zaradougou est souvent une question de compromis entre les divers besoins sociaux et économiques du foyer dans son ensemble et les intérêts individuels de ses membres.

Les plantations en Côte d'Ivoire jouent un rôle déterminant sur la durabilité des économies familiales à Zaradougou car elles semblent être l'élément prédominant de la stratégie de diversification des revenus depuis les années 1980. Certaines conditions déterminent dans quelle mesure une plantation contribuera - ou pas - à la durabilité des économies familiales : degré de sécurité foncière en Côte d'Ivoire, niveau de cohésion du foyer pour assurer un règlement financier régulier et apporter la main-d'oeuvre nécessaire au fonctionnement des deux

exploitations. Lorsque plusieurs ou toutes ces conditions sont remplies, les plantations contribuent à renforcer la viabilité économique du foyer.

Dalonguebougou

La diversification des revenus est une possibilité, parmi d'autres, de répondre aux besoins du foyer. L'objectif principal des agriculteurs bambara est de produire autant de mil que possible et leur investissement dans le travail le reflète. Les particuliers et les foyers diversifient leurs activités soit s'assurer qu'ils pourront produire suffisamment de mil (par exemple, un paysan émigra pour gagner de quoi acheter une charrette), soit pour avoir un revenu supplémentaire (des foyers ont investi dans un moulin ou un petit commerce). Ces différents types d'investissement transforment la diversification en tant que stratégie de subsistance vers une diversification dont l'objectif est de s'enrichir. On peut situer chaque foyer sur ce continuum en fonction, d'une part, de sa situation financière et, d'autre part, de sa position dans le cycle démographique. Ainsi, la diversification est une stratégie dynamique dépendant à la fois des facteurs internes au foyer et des opportunités extérieures ; par exemple, les grands foyers comptant davantage d'hommes jeunes sont mieux aptes à poursuivre de nouvelles activités et à rechercher de nouveaux marchés.

La poursuite des activités de diversification chez les Bambara du village est fortement structurée. L'âge et le sexe déterminent en grande partie qui peut mener telle ou telle activité, mais l'accès aux compétences, aux capitaux et aux marchés peut être également déterminant. La fréquence et le succès avec lesquels un individu est capable d'effectuer une activité donnée et la destination des revenus ainsi générés relèvent de toute une série d'autres facteurs. De nombreuses activités de diversification sont entreprises pour un gain individuel et souvent liées à la préparation d'un mariage.

Etudier la structure des foyers est indispensable pour comprendre dans quelle mesure la diversification contribue à la durabilité des économies locales. Les membres des grands foyers de structure complexe sont généralement capables de diversifier leurs modes de vie plus facilement que les membres des foyers plus petits.

La plupart des revenus générés au sein des foyers par les activités de diversification, proviennent de la migration. Des quatre foyers qui ne reçoivent pas de revenus de l'étranger ou d'ailleurs, trois n'avaient pas suffisamment de main-d'oeuvre pour laisser un homme partir à la saison sèche. Le quatrième, par contraste, en avait suffisamment mais aucun homme jeune, en 1997-1998, ne voulait quitter le village et ce foyer avait suffisamment de ressources pour se permettre de choisir.

La vente de surplus agricoles (mil, arachide et haricots) était la seule source de revenus que tous les foyers avaient en commun pendant la saison 1997-1998 et c'était aussi la plus importante pour neuf des quatorze foyers interrogés. Les autres citaient la vente de bétail ou les revenus de la migration comme leur source première de revenus. Cependant, les données varient d'une année à l'autre, notamment en ce qui concerne la vente de bétail et, pour cela, il convient d'être prudent avant de tirer des conclusions sur le niveau de diversification et la durabilité des économies locales, et de ne pas considérer uniquement les revenus d'une seule année.

Le pourcentage de la main-d'oeuvre adulte ayant une activité hors de l'exploitation agricole est un indicateur plus précis de la diversité des sources de revenus. La plupart de ceux qui ont une activité de diversification la font de façon habituelle : elle est généralement basée sur un savoir-faire (tailleur, charpentier, tisserand, etc.) ou un travail accompli traditionnellement par les hommes ou les femmes ou une classe d'âge (filature du coton, tissage, construction de greniers).

Les conclusions générales que l'on peut tirer de cette étude de la diversification et des économies familiales sont les suivantes :

- Seuls les foyers les mieux nantis disposent du capital et de la main-d'oeuvre nécessaires pour se diversifier, par exemple en investissant dans un petit commerce ou un moulin.
- Dans les foyers plus modestes, le revenu des activités individuelles de diversification est généralement employé à compléter le budget familial et constitue un moyen de faire face aux difficultés quotidiennes et à la pauvreté.
- Dans les grands foyers de structure complexe, la diversification individuelle profite surtout aux particuliers. Là où il existe un risque sérieux de dissolution, la diversification individuelle peut constituer un moyen pour un sous-groupe du foyer d'accumuler progressivement des biens et de l'argent au détriment du reste du groupe.
- Les versements provenant de la migration représentent la source de revenus la plus importante parmi les activités de diversification. Leur emploi dépend de la période des versements et des besoins du foyer.

Autres groupes d'acteurs à Dalonguebougou

Les Bambara transhumants ne diversifient pas autant leurs modes de vie que les Bambara du village. Lorsqu'ils sont à Dalonguebougou, ceci est imputable au manque de temps et à la distance qui sépare leur hameau du centre du village. Le reste de l'année, cela est dû à un certain nombre de facteurs liés à l'économie locale de leur village d'origine et aux structures du foyer.

De tous les groupes d'acteurs du village, ce sont les Peuls qui ont les sources les plus diverses de revenus réguliers. Tous les Peuls possèdent au moins quelques animaux, cultivent un champ de mil et ont au moins un membre du foyer qui travaille en tant que berger pour les Bambara du village. D'autres activités sont aussi courantes : vente de lait, commerce de bétail et maroquinerie. Pourtant, ils ne sont pas beaucoup intéressés par une diversification qui nécessiterait un changement d'activité ou d'emplacement. Leurs activités actuelles leur apportent un revenu suffisant et la diversité de celles-ci leur permet de minimiser les risques.

Les femmes et la diversification

Les femmes de Zaradougou ont très peu droit à la parole dans les décisions concernant la gestion de l'exploitation et l'utilisation des revenus provenant des champs du foyer. Elles sont généralement considérées comme une force de travail soumise aux décisions des hommes et sont très peu informées des différentes techniques et méthodes appliquées sur l'exploitation (Degnbol, 1999). Les activités dites individuelles constituent leur principale source de revenus dont elles peuvent, en général, disposer librement. Elles peuvent ainsi acheter des vêtements pour elles-mêmes et leurs enfants, préparer un *trousseau* (vêtements et équipement ménager) que leurs filles emporteront le jour de leur mariage, et porter assistance à leur famille parentale en périodes difficiles. Les femmes peuvent aussi partager la nourriture qu'elles produisent avec leur famille proche pendant les quelques mois de la « *soudure* » précédant la récolte principale.

A Zaradougou, les sources de revenus des femmes comprennent la récolte d'arbres fruitiers, la mise en culture de parcelles individuelles et quelques travaux rémunérés. Certaines femmes ont des droits exclusifs sur les fruits de *nerés* (*Parkia biglobosa*) et de *karités* (*Butyrospermum parkii*). D'autres doivent se contenter des arbres accessibles à tous et parfois plus éloignés des habitations que les arbres réservés aux ayants droits. L'exploitation de ces droits d'accès aux arbres par les femmes dépend du temps dont elles disposent, qui varie en fonction de l'âge, du statut matrimonial et de la position dans la famille. Cela dépend aussi de son énergie, de sa force de caractère et de sa motivation pour cueillir les fruits, en un temps limité, lorsque toutes ses autres obligations ménagères sont remplies.

Les parcelles individuelles cultivées par les femmes de Zaradougou sont essentiellement situées sur des terres marginales. L'élevage de petits ruminants et de volaille est une autre stratégie d'investissement permise aux femmes de Zaradougou, bien qu'elles doivent avoir assez de temps pour collecter du fourrage, et d'argent pour acheter les animaux. Certaines d'entre elles commencent à partir pour des emplois saisonniers dans la région voisine de Kléla

(en particulier pour la récolte du riz). D'autres partent également dans les plantations de Côte d'Ivoire pour accomplir des travaux domestiques et agricoles.

Traditionnellement, les femmes de Dalonguebougou accumulent suffisamment d'argent avec leurs parcelles individuelles pour aider leurs filles à acheter le *trousseau* de mariage, et soutenir financièrement leurs fils et leurs proches. Plusieurs femmes ont indiqué qu'elles espéraient investir dans un petit élevage lorsque toutes leurs filles seraient mariées, parce que les animaux représentaient un investissement à long terme. On estime qu'elles possèdent maintenant plus de 80% des chèvres et 70% des moutons à Dalonguebougou.

Les rendements des parcelles individuelles dépendent de l'accès à la main-d'œuvre, au fumier, aux engrais, aux moyens de transport et à la traction animale, qui sont étroitement liés à la gestion plus générale des ressources du foyer. L'emploi des revenus provenant des produits cultivés par les femmes sur leurs parcelles est gouverné par un ensemble - informel mais néanmoins important - de droits et de responsabilités que les femmes doivent respecter, tels que la contribution de céréales aux stocks du foyer en cas de pénurie alimentaire. La situation des hommes, en comparaison, est beaucoup plus simple. Relativement peu d'entre eux cultivent des parcelles individuelles, et c'est généralement pour satisfaire leurs propres besoins et s'enrichir personnellement. Au contraire, les revenus des terres cultivées par les femmes ont bien plus de chances de contribuer à assurer la subsistance du foyer dans son ensemble (par des distributions aux autres membres sous une forme ou une autre) qu'à asseoir leur richesse personnelle. Ainsi, les productions des parcelles individuelles jouent un rôle clé dans les foyers souffrant d'une précarité alimentaire chronique.

Les migrations saisonnières sont courantes à Dalonguebougou et des femmes de chaque classe d'âge en ont fait l'expérience. Par exemple, depuis longue date les femmes s'en vont faire la récolte dans les villages voisins où elles travaillent en tant qu'ouvrières agricoles (*Namaden*). Les modes de migration des femmes, cependant, ont sensiblement évolué au cours des dix ou quinze dernières années, la migration vers les centres urbains pour effectuer des travaux domestiques devenant plus fréquente. Cette nouvelle forme de migration est imputable, entre autres, à l'énorme augmentation du prix des *trousseaux* dont une partie doit être financée par la fiancée elle-même. Généralement, la plupart des économies d'une jeune femme sont destinées à l'achat de son trousseau, y compris l'équipement ménager qu'elle prend avec elle quand elle se marie.

LES IMPLICATIONS POUR LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

Cette partie présente les résultats clés de ces travaux de recherche et leurs

implications pour les politiques de développement qui pourraient renforcer la durabilité des économies familiales à Dalonguebougou et à Zaradougou. Les politiques gouvernementales affectent les foyers de ces deux villages et les économies locales à travers l'imposition de taxes, l'introduction de cartes d'identité, les propositions de réforme foncière, et le processus de décentralisation. Différents gouvernements ont également introduit diverses politiques pour l'agriculture et l'économie en général, et pour les prestations de services de base. L'effet des mesures gouvernementales à Zaradougou a surtout été ressenti par les agriculteurs engagés dans la production commerciale de coton. Les politiques ayant modifié le plus les économies familiales à Dalonguebougou sont celles qui ont influencé le commerce des céréales et la dévaluation du franc CFA. Le gouvernement malien est censé continuer sur la voie de la libéralisation de l'économie, en mettant franchement l'accent sur la nécessité pour l'Etat de se limiter à assurer les services de base, tout en laissant les questions de production et de distribution au secteur privé.

Le rôle des institutions locales

Nos recherches ont démontré l'importance des institutions locales, par lesquelles les gens ont accès aux ressources dont ils ont besoin pour vivre. Nombre de ces institutions sont des structures informelles liées aux relations de parenté et de voisinage. Les grands foyers, caractéristiques de la culture bambara et sénoufo, constituent l'institution centrale qui procure une sécurité, et permet de réunir les ressources essentielles et de partager les risques. A condition d'être bien géré, le foyer constitue un cadre de travail remarquable dans lequel les gens peuvent négocier un certain degré d'indépendance et la possibilité d'accumuler des biens personnels. Toutefois, une telle gestion nécessite un équilibre judicieux entre les droits et devoirs individuels et collectifs. La fréquence des désintégrations des foyers révèle combien il est difficile de maîtriser ces tensions.

A part le foyer, plusieurs autres institutions sociales aident beaucoup la population rurale à survivre dans des conditions marginales et aléatoires. On retiendra le système matrimonial qui crée et renforce les relations de réciprocité et de soutien. Les diverses classes d'âge et *tons* que l'on rencontre à Zaradougou et Dalonguebougou continuent d'effectuer des tâches occasionnelles et de générer des fonds pour des activités servant l'intérêt du village. S'il est facile de démontrer le rôle crucial joué par ces institutions informelles, il est plus difficile de savoir comment élaborer une politique de développement qui les soutienne plus efficacement. Le gouvernement malien, après l'Indépendance, a cherché pendant des années à encourager ces groupes à entreprendre des activités telles que l'entretien des pistes entre les villages alentours. Cependant, les villageois considéraient ces efforts comme une tentative d'utiliser leurs ressources pour le compte du gouvernement, plutôt que comme une marque de respect et

d'engagement vis-à-vis de leurs institutions.

Le contrôle des institutions coutumières sur l'accès aux ressources naturelles

L'étude des deux villages montre l'importance des institutions coutumières dans la gestion quotidienne de l'accès aux terres agricoles, aux points d'eau et aux pâturages. En termes strictement juridiques, tous les citoyens maliens ont le droit de s'établir et de cultiver la terre où ils le souhaitent. En pratique, de solides vestiges de la loi coutumière prévalent, les conseils de village et les chefs de terre traditionnels contrôlant encore souvent qui peut cultiver, abreuver et faire pâturer ses animaux. La nouvelle législation foncière en préparation (*Code domanial et foncier*), reconnaît cette gestion *de facto* des structures coutumières et l'importance pour les nouveaux venus de pouvoir négocier et vivre en paix avec leurs voisins. Cependant, il faut aussi admettre que ces institutions traditionnelles ne conduisent pas nécessairement à des solutions équitables, notamment concernant la position des femmes ou lorsqu'il s'agit de garantir aux groupes marginalisés un accès plus facile à la terre. Avec la décentralisation, ces structures coutumières pourraient faire l'objet d'une contestation de plus en plus vive.

La décentralisation

Le processus de décentralisation en cours au Mali devrait se matérialiser différemment à Zaradougou et à Dalonguebougou. Si les institutions coutumières régissant l'accès aux ressources sont bien implantées dans les deux villages, à Zaradougou toutefois ce réseau s'accompagne de structures plus officielles, apparues en réponse à des interventions extérieures. Ainsi, l'*Association Villageoise* de Zaradougou est la principale institution moderne qui joue un rôle de médiation dans les questions de production agricole, vulgarisation, crédit et développement local, tandis que les institutions plus anciennes continuent à réguler *de facto* l'accès à la terre par l'intermédiaire des normes foncières coutumières, et l'accès au capital social. A Dalonguebougou, on constate une prolifération d'institutions coutumières et de réseaux sociaux par lesquels l'accès aux ressources se négocie, mais ces structures informelles au niveau du village restent assez éloignées du contexte politique plus général de décentralisation et de réforme foncière.

Le processus de décentralisation peut avoir deux résultats possibles : ou bien une « déconcentration » du pouvoir central au bénéfice des structures inférieures qui gardent la marque de l'ancien système étatique, ou bien un réel processus de changement profond et de partage du pouvoir (Coulibaly, 1994) qui augmente la capacité de contrôle de la population locale sur leurs propres modes de vie. Les

conséquences de la décentralisation risquent d'être diverses avec des changements plus conséquents dans les régions où les organisations villageoises ont déjà une certaine expérience et acquis une formation : gestion financière, alphabétisation, relations officielles inter-villageoises. En ce sens, c'est la zone de la CMDT avec ses Associations Villageoises établies de longue date qui a le plus de chances de réussir la transition vers un gouvernement décentralisé (Chenevix-Trench *et al.*, 1997, Degnbol 1996 et van Campen 1991). Toutefois, le village n'est pas la principale unité reconnue dans le processus de décentralisation, et le niveau de participation à la décentralisation dépendra, en partie, du bon vouloir des Communes à partager le pouvoir avec les structures d'un niveau inférieur. L'établissement des Communes a aussi introduit une série supplémentaire d'acteurs ayant un rôle à jouer dans l'allocation des droits d'installation et d'utilisation de la terre. On peut s'attendre à l'éclatement de conflits à mesure que les nouvelles Communes vont tester leur force et leur capacité à imposer leur autorité aux conseils de village et aux structures coutumières.

La décentralisation constitue une opportunité importante pour renforcer durablement le contrôle local sur les ressources, ce qui - en principe - devrait conduire à une meilleure gestion. Pourtant, on risque de voir les groupes les plus puissants monopoliser ce processus pour servir leurs propres intérêts. Il est donc nécessaire de prévoir des politiques et des interventions spécifiques pour fournir à la population rurale davantage d'informations concernant ses droits et devoirs, et lui donner les compétences nécessaires à l'exercice de telles responsabilités. La décentralisation et ses conséquences sur les pratiques de gestion des ressources naturelles locales posent donc une série de questions toujours sans réponse concernant l'avenir du développement rural au Mali.

La dépendance à l'égard des interventions extérieures

Le rôle important du coton se traduit par une plus grande sensibilité des économies familiales aux questions macro-économiques à Zaradougou que dans les autres régions du pays qui ne produisent pas ce type de culture de rente. La durabilité des économies locales à Zaradougou dépend fortement de la production cotonnière sur laquelle l'économie nationale repose, et des revenus provenant des plantations en Côte d'Ivoire. Les foyers de Zaradougou dépendent donc, de manière significative, d'acteurs et de structures extérieurs pour s'assurer des moyens d'existence durables, mais ces acteurs extérieurs poursuivent souvent des objectifs bien différents de ceux des communautés rurales.

Les économies locales de la région cotonnière sont ainsi très sensibles aux changements de la conjoncture économique. L'écho des réformes macro-économiques a clairement été entendu par les agriculteurs de Zaradougou car ils ajustent leurs méthodes agricoles à la nouvelle technologie et aux prix des

intrants. L'accès aux marchés pour l'achat des intrants et la vente des produits de récolte, et l'accès au crédit constituent un élément essentiel de la durabilité des économies locales. Par conséquent, le rôle de la CMDT est très important pour les gens de Zaradougou. Récemment, dans le cadre d'un Programme de réduction de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), la Banque mondiale a incité à la privatisation des compagnies cotonnières du Tchad et de la Côte d'Ivoire. La banque a aussi adressé une série de critiques à la CMDT, allant de sa politique de fixation du prix du coton, à la proportion relativement faible des profits retournant aux agriculteurs (Massou, 1998). La possibilité de privatiser la fourniture des intrants nécessaires à la production de coton a également fait l'objet de longues discussions. Les partisans de la libéralisation avancent que les agriculteurs bénéficieront de prix d'intrants plus bas, tandis que leurs opposants mettent en avant l'augmentation probable de l'incertitude concernant la disponibilité, la qualité et les délais de livraison de ces approvisionnements. Il y a quelques années, le SYCOV (Syndicat des Producteurs Cotonniers et Vivriers du Mali) avait essayé de mettre en place son propre système de fourniture d'engrais mais avait été incapable d'obtenir des livraisons dans les délais fixés, et la qualité était irrégulière. Toutefois, l'expérience du SYCOV permet de renforcer la position du syndicat dans ses discussions avec la CMDT sur la fixation des prix des intrants. Le gouvernement et la CMDT ont réussi, pour l'heure, à résister à la pression en faveur de la privatisation. Cependant, des irrégularités de gestion ont été constatées au sein de la CMDT et la réorganisation de son fonctionnement devrait donc rester à l'ordre du jour pour les bailleurs de fonds, le gouvernement et la SYCOV.

La migration

Les plantations en Côte d'Ivoire demeurent la principale forme de diversification des économies familiales de Zaradougou mais elles sont menacées par des changements hors du contrôle des agriculteurs maliens. La libre circulation des personnes en Afrique de l'Ouest a été d'une importance critique pour garantir les modes de vie des communautés agricoles du Mali et d'autres pays sahéliens. Un très grand nombre de personnes ont émigré vers le sud, allant du Sahel aux Etats côtiers de sorte que, dans des pays comme la Côte d'Ivoire, un tiers de la population est composée de ressortissants nés à l'extérieur du pays. Certains commentateurs voient dans cette migration venue des zones rurales quelque chose de négatif qui devrait cesser en donnant aux populations migrantes des opportunités intéressantes plus proches des zones de départ ; c'est mal comprendre le rôle important joué par la migration, notamment pour les jeunes - hommes ou femmes - pour qui elle constitue une transition importante et le moyen d'acquérir de l'expérience, sans compter l'apport de revenus si précieux. Ceux qui migrent et réussissent gagnent beaucoup plus que ce qu'ils pourraient obtenir chez eux, et aident tous les foyers de Zaradougou et de Dalonguebougou,

qu'ils soient riches ou pauvres.

Pour s'assurer que les émigrés puissent profiter des opportunités offertes par les pays voisins, il convient de faire attention au changement du statut des émigrés dans des pays tels que la Côte d'Ivoire. Après plusieurs décennies de grande tolérance à l'égard des immigrants, le débat politique en Côte d'Ivoire s'est durci considérablement. Maintenir l'accès aux opportunités que présente l'économie ivoirienne est très important pour l'économie malienne, notamment pour les agriculteurs, comme à Zaradougou, qui ont investi des capitaux considérables dans les plantations. De même, la main-d'œuvre sahélienne et ces plantations jouent un rôle de premier plan dans la production de café et de cacao en Côte d'Ivoire. Ainsi, tant les pays du Sahel que l'Etat ivoirien ont intérêt à sécuriser l'accès à la terre des émigrés en Côte d'Ivoire.

Recherche et vulgarisation agricole

C'est pendant la colonisation française que le coton est devenu la culture d'exportation la plus importante du Mali et, depuis ce temps, il a été l'élément majeur de l'investissement tant pour le gouvernement que pour les bailleurs de fonds. A présent, les agriculteurs du Mali-Sud bénéficient d'un système relativement bien développé de recherche, de vulgarisation, d'approvisionnement et de commercialisation. Les zones céréalières non irriguées reçoivent moins d'attention de la part des services gouvernementaux et des bailleurs de fonds, de sorte que les agriculteurs de ces régions ont beaucoup moins accès aux services de recherche et de vulgarisation, à l'approvisionnement et aux infrastructures.

L'intensification agricole à partir d'un modèle d'agriculture mixte a été clairement identifiée, par la CMDT et les recherches effectuées par le l'IER (Institut d'Economie Rurale) comme une stratégie permettant de maintenir la productivité des cultures de rente tout en favorisant la pérennité de l'agriculture et, par conséquent, de celle des économies familiales qui en dépendent. Cela a certainement amélioré le potentiel de certains foyers à augmenter leur production de coton, bien qu'ils aient, souvent, plutôt agrandi la surface cultivée que procédé à une forte intensification. Si, toutefois, l'on considère la politique actuelle du point de vue des économies locales, plusieurs contradictions apparaissent. Les villages de Zaradougou et de Dalonguebougou ne sont pas exposés à la recherche agricole et aux activités de vulgarisation de la même façon. Zaradougou faisant partie de la zone de la CMDT, le village a bénéficié de différentes mesures destinées à promouvoir la production cotonnière. Pourtant, pour de nombreux foyers du village, la production cotonnière n'est qu'une source de revenus parmi d'autres. Les plantations en Côte d'Ivoire, établies par de nombreux foyers, représentent une grande partie de leurs revenus et génèrent des capitaux qui sont réinvestis dans la production de coton. De même, de nombreux agriculteurs de

Zaradougou ont réussi à diversifier leur production agricole en cultivant des fruits et légumes, ce qui reflète une tendance générale observée dans la région cotonnière. Ces cultures ne sont pas gérées par une organisation sous contrôle de l'Etat et les agriculteurs peuvent donc faire des bénéfices considérables lorsque les prix sont favorables. La CMDT s'intéresse de plus en plus aux activités¹⁰ de diversification mais considère rarement le soutien que les activités en dehors des exploitations locales apportent à la culture du coton.

Les agriculteurs de Dalonguebougou n'ont pas eu de contacts, ou très peu, avec les services de vulgarisation car le village se trouve à une distance considérable de toute ville importante et en dehors des grandes zones de culture de rente intéressant la CMDT et l'Office du Niger. Pourtant, en une trentaine d'années, ils ont apporté des modifications considérables à leurs pratiques agricoles en adoptant de nouvelles variétés, en travaillant le sol avec des charrues attelées et en agrandissant beaucoup la taille de leurs champs. Ces changements sont le résultat d'agriculteurs ayant voyagé, vu de nouveaux équipements à l'œuvre, essayé de nouvelles semences obtenues d'un parent ou au marché, et ayant cherché de nouvelles manières de travailler. Le développement d'un système de culture hautement productif, basé sur les contrats eau-fumier, où le foyer creuse un puits sur ses terres pour pouvoir accéder au fumier des éleveurs transhumants, est un bon exemple de cette capacité à innover. L'expérience de Dalonguebougou montre le dynamisme potentiel des agriculteurs et leurs capacités d'adaptation, même sans avoir de services de vulgarisation à disposition. Il conviendrait de réfléchir à la manière de renforcer, au niveau du village, ces capacités à apprendre, à expérimenter et à partager les nouvelles méthodes apprises.

La diversité des ressources et des stratégies rencontrées dans le monde rural, et les différents rôles que joue l'agriculture au sein des économies locales, nécessitent d'être mieux compris. La recherche agricole, tant dans la région cotonnière qu'ailleurs, s'appuie sur une classification des exploitations, effectuée selon les ressources et les compétences agricoles, qui gêne la compréhension des contraintes affectant les économies locales d'une manière plus large. Pour que les activités de recherche et de vulgarisation puissent favoriser des modes de vie plus durables en milieu rural, il faut s'intéresser non seulement à l'amélioration de la productivité agricole, mais aussi aider les foyers à se diversifier dans des activités hors du secteur agricole. La production de coton ou de mil, même avec la traction animale, demande une main-d'œuvre considérable au sein de l'exploitation pour assurer à temps la récolte des différents champs. Il serait peut-être préférable que les foyers plus petits et plus modestes choisissent soit de partager les animaux et le matériel entre eux ou de les louer selon leurs besoins, soit de se concentrer sur les travaux non-agricoles. Ces dernières années,

¹⁰ C'est surtout le cas dans les zones plus sèches que Zaradougou, où le coton est devenu moins viable pour toutes les familles, pas seulement les plus pauvres.

différents efforts ont porté sur les besoins des foyers les plus démunis dans la zone de la CMDT, comme l'accord de crédits aux agriculteurs qui s'installent pour l'achat de matériel. Ce mécanisme, désormais disparu, permettait aux foyers sans capitaux d'acquérir leur propre attelage de bœufs. Il serait utile d'envisager d'autres façons d'accorder un crédit et un soutien technique aux foyers les plus pauvres pour qu'ils puissent trouver des sources de revenus non-agricoles.

La pauvreté

En 1998, le Mali rédigea une Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (Gouvernement malien, 1998). Elle précisait la façon dont les gens perçoivent la pauvreté et les caractéristiques des groupes démunis. Les données de 1996 montrent que le nombre de gens en dessous du seuil de pauvreté¹¹ a augmenté par rapport à 1989, tandis que l'incidence de la pauvreté se révélait plus basse dans les zones urbaines. D'après cette étude, les foyers les plus démunis avaient tendance à être grands, avec un chef de foyer relativement âgé n'ayant reçu que peu ou pas d'éducation. Ces caractéristiques générales, utilisées pour identifier les foyers « pauvres » et les foyers « riches » peuvent aider à révéler les principales différences au niveau national, entre les zones urbaines et les zones rurales. Cependant, au sein des communautés rurales, les caractéristiques des foyers pauvres sont quelques peu différentes. A Zaradougou comme à Dalonguebougou les foyers les plus démunis avaient tendance à être soit de petites structures, avec une main-d'œuvre insuffisante pour diversifier leurs activités, soit de grandes structures complexes, avec de sérieuses difficultés de gestion. Dans ces zones rurales, le foyer continue à être l'institution la plus importante pour la mobilisation du travail et du capital, l'établissement et le maintien des relations sociales et assurer une certaine protection contre les risques.

CONCLUSIONS SUR LA DURABILITE DES ECONOMIES LOCALES AU MALI

L'étude décrite ci-dessus a choisi deux sites contrastés pour étudier les choix et stratégies développés par les foyers pour assurer leurs moyens d'existence, et leurs conséquences sur la durabilité des économies familiales en zones rurales. Les sites présentent des situations sensiblement différentes en ce qui concerne leur évolution historique, leurs caractéristiques agro-climatiques, les opportunités

¹¹ L'indice de pauvreté utilisé est le revenu nécessaire pour assurer une ration alimentaire quotidienne de 2.450 calories (Gouvernement malien, 1998). Cela donne un seuil de pauvreté estimé à 103.000 francs CFA par personne pour l'année 1996, avec un seuil de pauvreté extrême à 51.500 francs CFA par personne.

économiques et le développement institutionnel. Par conséquent, le détail des stratégies employées et des résultats obtenus par les foyers des deux sites présente, inévitablement, des différences substantielles. Ainsi par exemple, à Dalonguebougou, les agriculteurs n'ont jamais participé à un programme de développement et ont toujours compté sur leur propre ingénuité, l'expérimentation de nouvelles idées et leurs propres ressources financières, telles que les revenus de la migration, pour améliorer leur système de production agricole. Les exploitations de Zaradougou, au contraire, font partie du système de culture cotonnière de la CMDT depuis des décennies, avec de nombreuses conséquences sur l'accès à la technologie, au crédit, aux intrants et aux marchés. Les revenus plus élevés que les agriculteurs de Zaradougou peuvent escompter, dans cette région à fort potentiel agricole, sont cependant générés au prix d'une plus grande intégration commerciale, avec tous les risques et les possibilités que cela suppose.

En dépit des différences entre les sites étudiés, on observe également certaines tendances qui montrent que les foyers apportent des réponses similaires dans différentes zones rurales du Mali face aux risques inhérents à l'agriculture. Dans les deux cas, le foyer demeure l'institution fondamentale autour de laquelle les gens organisent leur vie et tente d'assurer un avenir stable. Les grands foyers de la culture bambara et sénoufo offrent de nombreuses possibilités pour mobiliser la main-d'œuvre et le capital financier et social nécessaires à la poursuite d'activités aussi variées que la culture des terres, l'entretien des attelages de bœufs, la maintenance d'un puits mais aussi, pendant la saison sèche, la migration, l'investissement dans un petit commerce ou le développement d'une plantation de cacao en Côte d'Ivoire. Toutes ces activités dépendent beaucoup de la capacité du foyer à mobiliser la main-d'œuvre en combinaison avec d'autres ressources. Vu le très faible développement du marché du travail, les agriculteurs dépendent principalement des membres du foyer pour assurer la force de travail nécessaire. Les petits foyers sont moins à même de gérer une diversité aussi exigeante d'activités et par conséquent, ont tendance à être plus vulnérables. La lourde dépendance à l'égard de la main-d'œuvre familiale explique le soin avec lequel les grands foyers essaient de conserver leur cohésion et d'éviter ainsi les graves conséquences financières d'une désintégration.

L'étude des économies locales aura été précieuse pour attirer l'attention sur plusieurs processus fondamentaux. Une *analyse des institutions* permet de mieux comprendre comment l'accès aux différentes ressources est possible et comment les règlements sont renégociés lorsque les circonstances changent. L'analyse des institutions incite également à examiner si l'accès à certaines ressources se fait systématiquement au détriment de certains groupes, et dans quelle mesure les interventions et politiques de développement peuvent corriger ces injustices. Les stratégies à la disposition des différents acteurs dépendent non seulement de la taille des foyers et de leurs ressources, mais aussi de l'origine et des droits des

différents groupes, et des institutions permettant à ces droits de s'exprimer. Les droits sont déterminés en partie par l'ethnicité mais aussi par d'autres facteurs comme « l'ancienneté » dans le village et la capacité à établir des accords préférentiels avec les détenteurs de droits primaires. Le village de Dalonguebougou, avec ses grandes surfaces de terres disponibles, a attiré des éleveurs transhumants à la recherche d'eau et de pâturages pour leurs animaux pendant la saison sèche et, plus récemment, des agriculteurs à la recherche de terres à cultiver. Si les Bambara autochtones continuent de décider qui peut avoir accès à la terre et à l'eau sur leur territoire, leur autorité est de plus en plus contestée. Les discussions sur la question de savoir qui a le droit de creuser un puits sont particulièrement passionnées. Dans le cas de Zaradougou, on note relativement peu de nouvelles arrivées sur le territoire du village ces dernières années, que ce soit pour la culture ou pour l'élevage. Cependant, les changements institutionnels en Côte d'Ivoire ont une grande importance pour les agriculteurs de Zaradougou, sachant que la concurrence croissante pour la terre et le processus en cours d'enregistrement du foncier risque d'affecter la rentabilité et la sécurité de leurs plantations.

Les recherches montrent l'importance des *questions d'échelle* lorsque l'on considère le « rayon d'action » des populations sahéliennes (Painter & Sumberg, 1992). Les activités économiques menées par les habitants de Zaradougou et de Dalonguebougou ne sont en aucun cas limitées au terroir entourant le village. Zaradougou constitue un cas extrême - mais pas rare - où un investissement financier est réalisé à plus de 1.000 km du village. L'exemple de Dalonguebougou est moins frappant, bien que des jeunes hommes se rendent souvent sur la côte pour plusieurs mois pendant la saison sèche et qu'un certain nombre d'agriculteurs migrants venus de 30 à 50 km s'établissent aux alentours du village pendant la période d'hivernage. Par ailleurs, la réforme institutionnelle qui a établi les nouvelles Communes Rurales introduira une nouvelle échelle à laquelle les décisions seront prises et la gestion des ressources exercée.

Pour bien comprendre la *dynamique des économies locales*, il est essentiel d'adopter une approche historique puisque la position actuelle d'un foyer donné est le résultat de processus antérieurs et de leurs interactions. Les mieux nantis sont généralement ceux qui bénéficient d'une combinaison favorable de facteurs internes et externes leur permettant de tirer profit des nouvelles opportunités parce qu'ils ont de la main-d'oeuvre disponible et des capitaux à investir. Ainsi, par exemple, les foyers bambara de Dalonguebougou actuellement aisés et de taille importante sont ceux qui ont bénéficié du boom de l'arachide des années 1950, grâce auquel ils ont acheté des charrues et des bœufs, et creusé des puits dans les années 1980 permettant d'agrandir le cheptel. A présent, les foyers les mieux nantis investissent dans des activités commerciales rentables, en particulier des petits commerces où l'on trouve aujourd'hui une grande variété de produits. Au contraire, les foyers actuellement pauvres ont souvent été victimes de

malchance, comme un décès précoce, ou se sont désintégrés, ce qui diminue leur capacité à investir dans du matériel agricole et à se diversifier dans des activités rentables. Les politiques visant à répondre aux besoins des foyers les plus pauvres doivent identifier les mécanismes par lesquels les foyers les plus petits et vulnérables peuvent consolider une base de ressources et d'activités, sur laquelle ils pourront s'appuyer pour renforcer leur viabilité économique. Vu la difficulté de maintenir les nombreuses ressources nécessaires pour conduire avec succès une exploitation, il convient d'examiner attentivement toute une série d'activités de diversification tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur agricole.

RÉFÉRENCES

Bingen, J. (1994) « Agricultural Development Policy and Grassroots Democracy in Mali : the emergence of Mali's farmer movement ». *African Rural and Urban Studies*, Vol 1 No 1, pp 57-72.

Bosma, R., K. Bengaly, M. Traoré, A. Roeleveld (1996) « L'élevage en voie d'intensification : Synthèse de la recherche sur les ruminants dans les exploitations agricoles mixtes au Mali-Sud », Royal Tropical Institute, Amsterdam et Institut d'Economie Rurale, Bamako.

Boughton, D., B. Temé (1996) « Farming systems and markets – combining analytical frameworks to accelerate technology adoption : the case of maize in Southern Mali ». *Journal for Farming Systems Research-Extension*, 6(1).

Brock, K. (1999) « Implementing a Sustainable Livelihoods framework for policy-directed research : reflections from practice in Mali ». *IDS Working Paper No 90*, Brighton.

Van Campen, W. (1991) « The long road to sound land management in South Mali ». Chez Savenije & Huijsman.

Chenevix-Trench P. *et al.* (1997) « Land, water and local governance in Mali : rice production and resource use in the Sourou Valley ». Working Paper No 6 : *Rural Resources Rural Livelihoods*. Manchester : Institute for Development Policy and Management.

Cissé, M., P. Hiernaux, 1984, « Impact de la mise en valeur agricole sur les ressources fourragères, étude de cas : les jachères de Dalonguebougou ». Programme Document AZ96, International Livestock Centre for Africa, Addis Abéba.

Coulibaly, C. (1994) « Tendances institutionnelles au Mali : Syndicalisme Paysan et Démocratie ». Rapport de conférence, Ségou : II^e Symposium du Programme SSE.

Crole-Rees, A. (1997) « Diversification des revenus en milieu rural : le cas du Mali-Sud ». Compte rendu de recherche, Zurich : Centre Suisse pour l'Agriculture Internationale.

Crowder, M. (1976) *West Africa under Colonial Rule*. Hutchinson, Londres.

Degnbol, T.(1996a) « The terroir approach to natural resource management : panacea or phantom? - the Malian experience ». *University Working Paper* No 2. Roskilde.

Degnbol, T. (1996b) « Changing patterns of State-Society interactions in Mali ». *University Working Paper* No 5, Roskilde.

Degnbol, T. (1999) « State bureaucracies under pressure. A study of the interaction between four extension agencies and cotton-producing farmers in the Sikasso Region, Mali ». Thèse de doctorat. International Development Studies, Université de Roskilde.

Diabaté, D. (1986) « Analyse des mécanismes de mutation socio-économique au sein des sociétés rurales sénoufo au sud du Mali ». Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.

Dozon, J. (1995) « L'étranger et l'allochtone en Côte d'Ivoire ». Universidade Técnica de Lisboa, Lisbonne.

Giraudy, F., M. Niang (1996) « Impact de la dévaluation sur les systèmes de production et les revenus paysans dans la zone Mali-Sud ». Suivi-Evaluation CMDT, Sikasso.

Gouvernement du Mali (1998) « Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté », Vols 1 et 2. Ministère de l'Economie, du Plan et de l'Intégration, Bamako.

Hill, P. (1972) *Rural Hausa : a village and a setting*, Cambridge University Press.

INRA/IRAM/UNB (1991) « Cereals trade and agricultural policies in the western sub-market : what prospects? », CILSS, document SAH/D/91/376, Paris.

Massou, A. (1998) « Coton : fin de règne? », *Jeune Afrique*, No 1961, Août 1998

Rondeau, C. (1980) « La société sénoufo du Sud-Mali (1870 – 1950) de la « tradition » à la dépendance ». Thèse de doctorat, Département de géographie et sciences de la société, Paris.

Sanogo, I. (1984) « Etude sur la jeunesse rurale : Espoirs et frustrations – le cas de quatre villages sénoufo ». Mémoire de fin d'études, Ecole Normale Supérieure, Bamako.

Scoones, I. (1998) Sustainable Rural Livelihoods : a framework for analysis, *IDS Working Paper* No 72, Brighton.

Solivetti, L. (1994) «Family, marriage and divorce in a Hausa community : a sociological model », *Journal of the International Africa Institute*, 64(2) 252 - 71.

Snrech S (1995) « Preparing for the future : a vision of West Africa in the year 2020 », CILSS/Club du Sahel/CINERGIE, Paris/Abidjan.

Toulmin, C. (1992) Cattle, Women and Wells : managing household survival in the Sahel, Clarendon Press, Oxford.

UDPM (1979) « Union Démocratique du Peuple Malien : Congrès constitutif de l'UDPM - 28-31 mars 1979 », Bamako.

Winter, M. (1997) « Migration in the central sub-region of West Africa : trends, issues and reflections ». *Research Report*, Overseas Development Administration, Londres.